

LE MAGAZINE DE MARSEILLE, DE SES QUARTIERS ET DE SA RÉGION



Marseille Plus

Provence le mag

#14 Été 2017



p.12

Renaud Muselier
nouveau président
de la région PACA



Laure-Agnès Caradec
présidente
d'Euroméditerranée

p.14

Euroméditerranée : l'avenir de Marseille

UN ÉVÉNEMENT SPORTIF MONDIAL

Salon-de-Provence ville étape du Tour de France
une première historique !

Vendredi 21 juillet

Les plus grands cyclistes mondiaux franchiront la ligne d'arrivée de l'étape Embrun/Salon-de-Provence, sur la place Morgan. Un fabuleux coup de projecteur sur la ville et le pays salonnais pour ce 3^{ème} événement sportif mondial après les Jeux Olympiques et la Coupe du monde de Football.



198 coureurs (22 équipes) au départ de l'étape édition 2017 avec 220 kms à parcourir.

Spectacle garanti dès 13h30, puisque les champions seront précédés de nombreux défilés cyclistes : défilé des "Insides", de la Rando'Vittel et des Cadets Juniors d'Embrun et bien sûr de la très spectaculaire caravane publicitaire du Tour de France. Cortège de 12 km, composée de 200 véhicules, elle passera la ligne d'arrivée vers 16h30.

L'arrivée des coureurs est prévue vers 17h30.

La ville met en place un programme d'animations

- 2 écrans géants pour retransmettre l'arrivée : place Morgan et parking de la gare.
- 14h ouverture exceptionnelle du marché nocturne du vendredi (page 15).
- De 10h à 19h, "Yellow Friday" vente au déballage des commerçants du centre-ville.
- Exposition de cycles Pasquet à l'office de tourisme (page 40).

Étape retransmise dans 192 pays

Salon affiche ses atouts et son exceptionnelle situation au cœur de la Provence.

Un événement qui tient le haut de l'affiche.

Les routes de la Provence promettent de belles parties de manivelles !

UNE ANNÉE HISTORIQUE !



La date est historique, plus encore que celle du 10 mai 1981 avec l'avènement au pouvoir de François Mitterrand, symbolisant l'arrivée de la gauche au pouvoir après plusieurs décennies d'un gouvernement de droite. Le dimanche 8 mai 2017, Emmanuel Macron, a été élu 8^e président de la Cinquième République avec 65,9 % des voix devant Marine Le Pen, présidente du Front national qui a remporté, quant à elle, 34,1 % des suffrages.

Cette large victoire, certes entachée d'une abstention record de 25 %, est indéniablement la conjonction de plusieurs facteurs et en particulier d'une volonté de renouveau du peuple français conjuguée à la pugnacité d'un homme, qui est devenu, à seulement 39 ans, le plus jeune président de la République. Peu connu du grand public, Emmanuel Macron a fait preuve d'une volonté remarquable et d'une énergie incroyable pour se hisser à la tête du premier tour et remporter avec brio cette élection. Plus encore, il a réussi à chambouler le paysage politique, en pleine décomposition, et semer un vent de liberté avec son mouvement « La République en marche ». Les élections législatives devraient vraisemblablement amplifier cette situation. Les divisions à gauche et à droite devraient ainsi se poursuivre dans les jours à venir. La démission de Christian Estrosi de la présidence de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur n'est que la première pierre de ces fractures. Et Renaud Muselier, à l'unanimité, est nommé président de la Région.

Dans ce contexte mouvementé, Marseille Plus, toujours partisan d'une volonté farouche d'œuvrer pour l'essor de Marseille et de la région, a souhaité consacrer tout d'abord un dossier sur Euroméditerranée, la plus grande opération d'aménagement urbain sur le territoire européen.

Puis deux sujets évoqueront le renouveau de la Canebière, tant sur le plan économique que culturel. La métropole sera quant à elle, décryptée par l'un de ses fervents artisans, Michel Roux, vice-président en charge du projet métropolitain et du conseil de développement.

De plus, la Provence sera à l'honneur avec plusieurs projets marquants, la médiathèque à Vitrolles, le théâtre de la Chaudronnerie à La Ciotat ou une étape du Tour de France à Salon-de-Provence. Enfin, un dossier est proposé sur l'économie sociale et solidaire, avec des sujets sur la CRESS et son président, Denis Philippe. Il s'agit là d'une économie qui place l'homme avant toute chose et, comme disait l'économiste Jean Bodin, « il n'y a de richesse que l'homme ».

*Boualem Aksil, directeur de la publication
Marseille Plus Provence*

Marseille Plus Provence #14 • été 2017

Directeur de la publication / président
de Marseille Plus : Boualem Aksil •
06.41.27.02.08 •
boualem.aksil@gmail.com

Directeur de la rédaction : Marc Dorian

Rédaction : Marc Dorian, Arielle Dolphin,
Paul Boinet, Cyrille Maury, Michel Vina,
Chiara Forlani, Manon Quenehen

Conception / mise en page : Arielle Dolphin •
06.61.50.46.51 • aridol@hotmail.fr

Photos : Sébastien Jouve, Frédéric Stéphan, DR
couverture : @zenith-photo.fr
Impression : Horizon • Gémenos
SIREN : 393 035 290 00021 • Dépôt légal : 23 juillet 2010

www.marseille-plus.fr



SOMMAIRE

ACTUALITÉS

- 5) Marc Pietri Commandeur de la Légion d'Honneur
Marie-Claude Paoli rejoint le cabinet de Renaud Muselier
- 6) Un salon des entrepreneurs très prisé
- 7) Access security : Un rendez-vous majeur des professionnels de la sécurité
- 8) Robert Assante : « Nous allons développer les transports collectifs non polluants »
- 9) Dans la peau d'un entrepreneur
Vitropole : un poumon économique
- 10) Michel Farhi : « Renforcer notre présence auprès des entreprises »
- 11) Lisette Narducci totalement investie
- 12) Renaud Muselier nouveau président de la Région Paca

EUROMEDITERRANEE

DOSSIER SPÉCIAL

- 14) Laure-Agnès Caradec : L'urbanisme à toutes les échelles
- 15) Hugues Parant : de la préfecture à Euroméditerranée
- 16) L'Ecocité pousse dans le paysage
- 17) Un moteur pour le chantier du multiplexe d'Euromed Center

ECONOMIE

- 18) La CRESS ou l'économie autrement
- 19) Denis Philippe : un Républicain laïque et humaniste
- 21) Lionel De Cubber : « La Mutualité Française contribue au bien-être de nos concitoyens »

IMMOBILIER

- 22) Une soirée galactique pour le 2^e élément
- 24) L'AR HLM PACA-Corse souffle ses quarante bougies
- 25) Les habitations à loyer modéré : une aide pour de nombreux foyers !
- 27) Logements sociaux à Marseille : une situation tendue

TOURISME

- 30) Un village de Vacances à la Belle de Mai

MÉTROPOLE

- 32) Michel Roux : « La société civile est au service du projet métropolitain »

VITROLLES

- 34) Loïc Garchon à mi-mandat

LA CIOTAT

- 36) Un chaudron culturel sur le Port-Vieux

METROPOLE

- 38) Une galerie va alimenter en eau Cassis et La Ciotat

MARSEILLE

- 40) Longue vie aux dimanches de la Canebière !
- 41) Pierre Guille : « Le Mondial la Marseillaise à pétanque est un événement sportif, convivial et populaire »

SANTÉ

- 42) Redonner le sourire aux salariés

ARTS

- 43) Un demi-siècle de photographies
- 44) La musique classique accessible au grand public !

CULTURE

- 45) La Moline fait battre le tempo
- 47) Dominique Perron : La tauromachie est un « art » !
- 48) La crème du jazz dans la cité phocéenne
- 49) Gérard Ferrer, le gitan marseillais
- 50) Toursky et Badaboum : Financer un rêve

MARC PIETRI COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR

Visionnaire, intuitif et persévérant, Marc Pietri, président du groupe Constructa, s'est toujours attaché à changer, avec ses collaborateurs, le cœur des villes et être créateur de progrès humains. Les insignes de Commandeur de la Légion d'honneur lui ont été remis le 1^{er} juin 2017 par Manuel Valls, ancien Premier ministre, député de l'Essonne, lors d'une cérémonie, au Palais de la Bourse à Marseille.

Né le 5 août 1946 à Ifrane au Maroc, Marc Pietri a commencé sa carrière professionnelle chez Constructa en tant que secrétaire général Constructa Vente. Il devient respectivement directeur général adjoint et président directeur général en 1981, puis en 1986 assume la présidence du groupe, poste qu'il occupe toujours depuis cette date. Depuis ses débuts, cet homme pugnace s'est toujours attaché à changer, avec ses collaborateurs, le cœur des villes et être créateur de progrès humains. Il a ainsi inventé le centre commercial à ciel ouvert et construit la première tour de logements à Miami. Cette expérience de plus de vingt-cinq ans aux États-Unis et de plus de cinquante ans en Europe font de Constructa un groupe atypique aux multiples récompenses dont deux prestigieux MIPIM Awards en 2016. A Marseille, sa ville, Constructa a engagé avec ses partenaires plus d'un milliard d'investissements, avec notamment les Docks et les Quais d'Arenc.

C'est la tour La Marseillaise signée par l'architecte Jean Nouvel qui est son œuvre la plus emblématique. Jeudi 1^{er} juin au Palais de la Bourse, Manuel Valls, député de l'Essonne, ancien Premier ministre, a remis à Marc Pietri, les insignes de Commandeur de la Légion d'honneur,



en présence de Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille, président de la Métropole Aix Marseille Provence, vice-président du Sénat et de Jean-Luc Chauvin, président de la CCI Marseille Provence. « Je suis très honoré de recevoir cette distinction. C'est surtout, au travers

de ma personne, la récompense de toute une équipe, celle de Constructa », a-t-il confié. Cette cérémonie s'est déroulée en présence de plus de 400 entrepreneurs, décideurs politiques et économiques et leaders d'opinion nationaux. Elle a récompensé le travail exemplaire depuis quarante ans par Marc Pietri au sein du groupe Constructa, devenu premier groupe français indépendant de services immobiliers. « L'histoire de Constructa, pour mes collaborateurs, pour ma famille, pour moi, c'est d'abord un chemin de vie. C'est aussi l'histoire d'une passion qui ne s'est jamais démentie et qui est le fil conducteur de notre histoire », a-t-il rappelé avec émotion.

« Les élus doivent être des facilitateurs économiques », souligne Didier Parakian. Objectif atteint pour cette première : la politique et l'économie savent avancer main dans la main.

M.D.

MARIE-CLAUDE PAOLI REJOINT LE CABINET DE RENAUD MUSELIER

Marie-Claude Paoli a rejoint le cabinet du nouveau président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Un peu moins de trois mois après le départ à la retraite de François Jalinet, son directeur général, l'EPA Euroméditerranée vient de perdre une autre cadre « historique » : Marie-Claude Paoli, directrice de la communication



et de la concertation de l'EPAEM depuis 2002 a quitté son poste ce 30 mai 2017 pour rejoindre le cabinet de Renaud Muselier à la présidence de la région PACA. En charge de la communication de l'élu, Marie-Claude Paoli ne sera pas en terre inconnue : alors premier adjoint au maire de Marseille, Renaud Muselier a en effet présidé l'établissement

public durant dix ans, à deux reprises : de 1995 à 2002 puis de 2005 à 2008. Rappelons que l'établissement public d'aménagement est dirigé depuis le 6 mars 2017 par Hugues Parant, l'ancien préfet de la région Paca. Sa présidence est assurée par Laure-Agnès Caradec, adjointe à l'urbanisme de Marseille.

M. D.

UN SALON DES ENTREPRENEURS TRÈS PRISÉ

Organisé par le Groupe Les Echos, en partenariat avec la CCIMP, la ville de Marseille, la Métropole Aix Marseille Provence, la Région et la Caisse des Dépôts et Consignations, le Salon des Entrepreneurs Marseille Provence-Alpes-Côte d'Azur va se tenir les 11 et 12 octobre 2017 au Parc Chanot à Marseille. Avec pour thème « Créer, Réinventer, Oser et Innover ». Cette troisième édition est placée sous le sceau de l'optimisme.

Depuis vingt ans, le salon des entrepreneurs est aujourd'hui la plus grande plateforme de mise en relation, de communication et de business sur le marché des TPE/PME françaises. « Cet événement décliné sur quatre villes, Paris, Lyon, Nantes et désormais Marseille depuis trois ans, met son expérience et son savoir-faire au service des objectifs de conquête et de positionnement des entreprises », a confié Xavier Kergall, directeur général des Echos Solutions Pôle Salon. » Pour Jean Luc Chauvin, président de la CCIMP, « le monde économique est prêt à jouer son rôle avec l'Université Aix-Marseille et Kedge, première école dans le classement des Business School. » Il a rappelé que la chambre consulaire a été la première instance avec la métropole à apporter son soutien à ce salon innovant. La Caisse des Dépôts est pour la première fois partenaire. Richard Curnier, son directeur général, a précisé l'enjeu : « Une personne qui a un projet peut se faire accompagner. Dans la région, c'est considérable car ce sont 6 000 emplois qui ont été créés en l'an dernier. » L'objectif est de faire plus cette année en termes de création et de reprise. De son côté, Jérôme Orgeas, maire de Roquefort-la-Bédoule et président de la commission économique de la Métropole, l'a évoqué. « Le développement économique est pour notre territoire une priorité. » La métropole a d'ailleurs



un stand commun avec la ville. C'est pour lui une illustration du jeu collectif. « On ne peut réussir que si l'on est réuni », a-t-il confié.

Une union sacrée

Le développement économique et le transport représentent les deux pôles majeurs pour la métropole qui a cinq axes à savoir la compétitivité, l'innovation, le partenariat, l'international et l'aide au développement des entreprises avec l'animation et l'accompagnement. « C'est une union sacrée de tous les acteurs au service de l'essor du territoire et de ses entreprises », a souligné Didier Parakian, adjoint au maire de Marseille délégué à l'Economie. Plusieurs réussites l'attestent à commencer par la série Marseille qui représente 11 M€ de retombées économiques. Depuis deux ans avec le label French Tech, la ville est pour lui « le up du digital ». Puis il a précisé qu'un accord de coopération avait été signé avec Miami. Même enthousiasme pour Pierre Grand-Dufay, président de la commission économique de la Région qui est devenue pour lui un des lieux les plus attractifs au monde. « Le Sud de la France est un territoire pertinent pour les start-up car nous avons un écosystème favorable. » La région crée des outils opérationnels au service des entreprises. Elle a ainsi mis en place un guichet unique à destination de différents publics. A l'issue de ces présentations, Dominique Seux, directeur délégué de la rédaction des Echos, a évoqué, à partir de son ouvrage « La France va s'en sortir », des propositions concrètes.

Marc Dorian

DES OBJECTIFS AMBITIEUX

Avec 8 340 visiteurs en 2016 contre 6 800 en 2015, le Salon des Entrepreneurs est devenu un rendez-vous très prisé pour les dirigeants et les porteurs de projet. Plus de 10 000 visiteurs sont attendus pour cette prochaine édition. Constitué de dirigeants de PME, TPE et de start up, de professionnels et de futurs dirigeants, il a cinq objectifs à savoir élargir la provenance du visitorat, renforcer la dimension business et networking, mettre en lumière des filières d'excellence, mobiliser les grands dirigeants et médiatiser les enjeux économiques et politiques du territoire. Au sein de quatre villages thématiques, dans les stands ou dans l'une ou l'autre des cent conférences et workshop, les 500 experts vont apporter leur vision et prodiguer des conseils précieux aux participants.

ACCESS SECURITY : UN RENDEZ-VOUS MAJEUR DES PROFESSIONNELS DE LA SÉCURITÉ

Avec 2 700 visiteurs, la deuxième édition du salon Access Security, du 29 au 31 mars 2017 au Parc Chanot à Marseille, est devenue le rendez-vous incontournable des professionnels de la sécurité. Plus de la moitié d'entre eux étaient des décideurs. Revue de détails.



Caroline Pozmentier est adjointe au maire déléguée à la Sécurité et vice-présidente de la Région.

Depuis sa première édition en 2015, Access Security a su se faire reconnaître comme un salon très prisé des décideurs et des entreprises actifs dans le domaine de la sécurité. « Cette montée en puissance s'inscrit dans une véritable dynamique de fond à savoir l'affirmation de nos territoires comme laboratoires de la sécurité en France, mais aussi en Méditerranée, en Europe et dans le monde », a confié Caroline Pozmentier, adjointe au maire et vice-présidente de la Région PACA, déléguée à la Sécurité et à la Prévention de la délinquance, lors de l'inauguration. Cette seconde édition a remporté un franc succès tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Les exposants ont souligné la qualité des visiteurs dont la majorité avait un projet concret. Le salon a ainsi accueilli des représentants de grands groupes privés (APHM, RTM, Véolia, airbus, Carrefour, EDF, Eiffage, Air Liquide). Il a enregistré non seulement la présence d'institutions publiques (collectivités, ministères, hôpitaux, établissements de santé, CAF), de délégations institutionnelles (ministères, polices, gendarmeries, Direction Générale des Armées, CEA Cadarache), mais aussi des représentants de collectivités de plusieurs régions. Cette année a été marquée par ailleurs par la venue de délégations

du bassin méditerranéen et notamment de Tunisie et du Maroc. La délégation du Maroc était composée, entre autres, de directeurs sécurité de l'Agence nationale des ports du Maroc, de l'Office national des aéroports ou encore de Royal Air Maroc.

Plusieurs nouveautés ont caractérisé cette édition avec tout d'abord des rendez-vous d'affaires où 120 donneurs d'ordre étaient inscrits, la présence de fournisseurs de sécurité pour l'aérosurveillance, la sécurité maritime, encore les nouvelles solutions présentées par les forces de l'ordre sur l'espace Forum des polices territoriales.

Enfin, près de cinquante experts des secteurs publics et privés ont pendant ces trois journées de colloques et d'ateliers, débattu des grands sujets d'actualité avec notamment Thierry Delville, Délégué ministériel aux Industries de la sécurité, Roger Marion, ancien chef de la Division nationale anti-terroriste de la direction centrale de la police judiciaire ou encore David Galtier, Général de Corps d'armée. Les différentes sessions ont affiché une large fréquentation sur l'ensemble des thèmes et en particulier ceux liés à une actualité forte comme la vidéosurveillance, la cybercriminalité, la Smartcity.

M.D.

EN BREF :

L'épicerie d'Aureille
Martine Vassal, présidente du Conseil départemental, a inauguré, le 4 mai 2017, l'épicerie d'Aureille, en présence de son maire Régis Gatti, de Jean-Claude Gaudin, président de la Métropole Aix-Marseille Provence, et de Bernard Reynes, député des Bouches-du-Rhône et maire de Châteaurenard. Premier partenaire des communes et de la sauvegarde des commerces de proximité, le Département a accompagné ce projet de création d'épicerie, véritable lieu de vie de ce village, situé au cœur des Alpilles.

Le refuge, lauréat

Aix 2040, atelier urbain organisé par l'association Devenir, met en place la septième édition du concours placée cette année sous le thème de l'habitat du futur. Les lauréats sont Hugo Maurin et Yannick Nobile qui ont effectué toutes leurs études d'architecture à l'ENSA-Marseille. Le deuxième prix a été accordé à Stéphane Herpin, associé à Corentin Holvoet, Lætitia Hedon et Benjamin Abtouche pour leur proposition « Ville du futur, ville des inégalités ? ville du futur, ville accueillante ! »

Les Salins du Midi

Alors que la revitalisation des Salins de Giraud est une préoccupation constante pour les élus du Pays d'Arles, le groupe des Salins (ex Compagnie des Salins du Midi) qui emploie un effectif de 45 salariés a décidé de dédier une partie des revenus de l'entreprise au développement touristique. Les anciennes maisons des employés deviendront des gîtes et une partie des terrains de la société accueilleront un circuit pour l'observation des oiseaux des marais.

A fond la forme

L'enseigne Décathlon a ouvert début mai 207 son troisième magasin à la Valentine dans la cité phocéenne et le 11^e dans les Bouches-du-Rhône. L'enseigne française leader dans son secteur des articles de sport a réussi l'exploit de loger un bâtiment de 17 000 m² de plancher pour une surface de vente de 4000 m² au dessus et 400 places de parking en silo en dessous.

ROBERT ASSANTE : « NOUS ALLONS DÉVELOPPER LES TRANSPORTS COLLECTIFS NON POLLUANTS »



Adjoint au maire délégué à l'Environnement, conseiller du président de la RTM, Robert Assante nous livre ses réflexions sur le développement de Marseille en termes de transport. Entretien exclusif avec la rédaction de Marseille Plus Provence le Mag.

s'inscrivent dans la même ambition. A cela, s'ajoute l'acquisition de bus totalement électriques. La ligne 82 (première ligne française entièrement électrique) donne pleinement satisfaction à la clientèle, mais également aux chauffeurs de bus qui voient leurs conditions de travail s'améliorer nettement.

Pensez-vous que cela soit suffisant pour améliorer le cadre de vie de nos concitoyens ?

Nécessaire, certainement. Suffisant, pas encore. D'ici à 2020, la RTM devra acquérir plus de 200 bus électriques, puis d'ici 2025, 200 de plus. En parallèle, nous étudions la possibilité de prolonger le métro à l'Est, mais aussi au Nord. A ce propos, je souhaiterais que la Ville ou la Métropole, ou les deux associées, étudient sérieusement la faisabilité d'un transport collectif par câble (téléphérique) sur Marseille, comme le font de nombreuses autres villes de France (Brest, Toulouse, Grenoble, Saint-Etienne, ainsi que la région Ile-de-France). Cela me paraît être le mode de transport de demain, non polluant, sûr, rapide, avec une fraude inexistante.

Nous allons continuer de développer les parkings relais réservés aux abonnés de la RTM.

Vous l'avez compris, le but est de renoncer à l'utilisation de la voiture au profit des transports en commun. Je suis bien conscient de la lente évolution des mentalités, mais vous conviendrez avec moi que la puissance publique ne peut pas réussir sans l'adhésion du plus grand nombre de Marseillais. La qualité environnementale de notre cité a déjà commencé à évoluer. Nous devons poursuivre notre offre avec des vélos à assistance électrique et l'installation de bornes électriques sur la voie publique, mais nous comptons aussi sur les Marseillais pour continuer leur évolution sociétale.

**Propos recueillis par
Boualem Aksil et la rédaction**

Nous allons, si vous le voulez bien, revenir sur vos responsabilités à l'Hôtel de Ville. Marseille est souvent décriée comme une ville très embouteillée et très polluée. Que comptez-vous faire pour remédier à ces maux ?

Nous allons poursuivre les aménagements de voirie qui ont été des réussites et développer les transports collectifs non polluants.

Lesquels par exemple ?

Je veux parler de la restructuration du Vieux Port. Au-delà de la réussite esthétique, l'organisation de la circulation a été repensée et la pollution atmosphérique a diminué de 50 %. La création de la ligne du tramway sur la rue de Rome (avec près de 35 000 passagers par jour) a été encore plus spectaculaire en matière de diminution de la pollution atmosphérique, mais aussi de la pollution sonore pour les riverains. La rénovation, la réhabilitation, la requalification de la rue Paradis (les travaux viennent de commencer), du cours Lieutaud et des boulevards Sakakini et François-Duparc,

Y aura-t-il d'autres lignes dédiées au tout électrique ?

Jean-Claude Gaudin, sénateur-maire et président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, vient de décider de substituer des bus tout électriques au bus diesel sur une nouvelle ligne du centre ville : la ligne 41, ainsi que des essais sur la ligne 72 qui relie les quartiers Nord (Bougainville) aux quartiers Sud (rond-point du Prado), via Plombières, Françoise-Duparc et Sakakini. La ligne 72 est la ligne la plus longue de Marseille. Mais Jean-Claude Gaudin et Guy Teissier avaient annoncé le prolongement du tramway de Castellane à Dromel au Sud, mais aussi d'Arenc à Capitaine-Gèze au Nord.

Vous avez tout à fait raison. Il n'y a pas d'opposition entre ces investissements, mais au contraire une complémentarité. Il est aussi important de prolonger le tramway au Nord et au Sud que de changer notre flotte de bus au diesel par des bus électriques. Les travaux du métro Capitaine-Gèze vont bientôt se terminer avec un parking de 600 places pour les abonnés de la RTM.



Serge et Ghislaine Alagy, fondateurs de Jalis, accueillent Dominique Tian et Didier Parakian, sous l'impulsion de la CPME13 présidée par Alain Gargani (ci-dessous).



DANS LA PEAU D'UN ENTREPRENEUR

La CPME13 lance une initiative intéressante, à l'orée des élections législatives : inviter un candidat, à se glisser dans la peau d'un chef d'entreprise pendant unjour.

Dominique Tian est le premier volontaire de l'opération « Entrepreneur d'un jour ». Le Premier adjoint au maire de Marseille (qui cède début juin sa place pour se présenter en tant que député), accompagné de Didier Parakian, adjoint délégué à l'Economie, accepte en effet de tester l'initiative « Entrepreneur d'un jour » de la CPME13 (Confédération des petites et moyennes entreprises). Alain Gargani, le président de celle-ci, explique : « Le but est de pouvoir parler des problématiques à un député, ou candidat, de faire entendre la voix des TPE-PME ».

Pour cette première, notre candidat est accueilli par Jalis, agence web de Marseille depuis 2002. Composée 10 salariés au départ, cette entreprise compte à présent 110 collaborateurs, 3 brevets déposés, 6 000 noms de domaines internet de clients, et 5 millions de visites par mois. L'entreprise se félicite d'être 100 % française, 100 % locale, au niveau du savoir-faire comme des outils qu'elle développe dans le digital. Des atouts qui lui permettent de placer ses clients en première page d'accueil de Google et de participer activement à leur développement.

Après visite des lieux, rencontre des collaborateurs en « open space » concentrés sur leurs écrans, le candidat assiste à un exposé sur les réussites et projets de Jalis par ses créateurs, Serge et Ghislaine Alagy. Dominique Tian s'avoue intéressé de découvrir « cette haute technologie à Marseille, dans la zone de Château-Gombert, sur laquelle la Ville a beaucoup investi », dans un contexte de concurrence internationale, tout en demeurant dans une optique de non délocalisation, créatrice et stabilisatrice d'emplois. Il propose alors à l'entreprise le rôle d'Ambassadeur de Marseille, distinction créée par le maire depuis peu, pour mettre en avant les réussites locales.

« Les élus doivent être des facilitateurs économiques », souligne Didier Parakian. Objectif atteint pour cette première : la politique et l'économie savent avancer main dans la main.

Arielle Dolphin

VITROPOLE : UN POUMON ÉCONOMIQUE

Martine Vassal, présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, a visité, le 7 avril 2017, la zone d'activités Vitropole, sur la commune de Vitrolles. L'objectif était d'évoquer la création de la nouvelle zone d'activités Cap Horizon et tous les sujets liés à l'attractivité du territoire.

Aujourd'hui, Vitropole comprend les deux zones d'activités des Estroublancs et de l'Anjoly auxquelles viendra bientôt s'ajouter Cap Horizon dont les travaux d'aménagement débutent actuellement. Martine Vassal, présidente du conseil départemental, a souhaité se rendre sur place avec, à ses côtés, Gérard Gazay, vice-président du Conseil départemental délégué à l'économie, de Sandra Dalbin, vice-présidente du Conseil départemental, Jean-Marc Perrin, conseiller départemental, Maryse Joissains-Masini, présidente du Conseil de territoire du Pays d'Aix et de Loïc Gachon, maire de Vitrolles. L'enjeu est important pour le territoire car l'ensemble de ces zones représentent un véritable poumon économique pour le territoire avec quelque 700 entreprises et 14 500 salariés.

M.D.

MICHEL FARHI : « RENFORCER NOTRE PRÉSENCE AUPRÈS DES ENTREPRISES »



Depuis mars 2017, Michel Farhi, formateur et consultant, préside la Caisse locale du Crédit Agricole Marseille Centre qui s'étend sur onze arrondissements de la cité phocéenne. Il entend impulser une nouvelle dynamique en favorisant une présence accrue de la banque en termes des services auprès des entreprises et des sociétaires. Entretien exclusif.

Quel est votre parcours ?

J'ai suivi un parcours atypique puisque j'ai tout d'abord été professeur en histoire et géographie pendant huit ans, puis travaillé dans le cadre de la coopération en Tunisie pendant deux ans. A la suite, j'ai repris l'activité de commerce de prêt à porter de mes beaux-parents pendant neuf ans de 1988 à 1990, ce qui m'a permis de me former, entre autres, à la gestion et à la comptabilité.

Vous avez intégré ensuite une entreprise. Cela peut paraître surprenant.

Un poste de directeur du secteur entreprise dans une société Etude et Formation Service à Vitrolles m'a été proposé en 1990. Je suis resté jusqu'en novembre 1994. Peu après, en janvier 1995, j'ai créé mon entreprise, une SARL appelé Faire Plus.

Quelle est votre activité ?

Je suis formateur en développement économique des entreprises (gestion d'équipe, management, technique de vente). Je suis aussi consultant en ressources humaines auprès des chefs d'entreprise en termes d'organisation et de recrutement. Nous intervenons auprès des salariés et des chefs d'entreprise pour Pôle Emploi pour former des collaborateurs (gestion temps, priorités, stress, management) ou encore auprès des TPE et des grands entreprises. J'ai tout d'abord été indépendant et j'ai désormais une associé Marie-Laure Dufour-Ceccaldi et huit intervenants à nos côtés.

Vous avez assumé à ce titre des responsabilités, n'est-ce pas ?

En effet, j'ai été président de la Chambre syndicale régionale des formateurs de 1996 à 2006 puis président de la Chambre syndicale nationale de 2006 à 2016.

Vous êtes également élu à la mairie des VI^e et VIII^e. Terre d'entreprises, est-ce votre slogan ?

Non c'est une réalité. Je suis adjoint au maire délégué à l'économie, à l'emploi et à la politique de la ville. Nous avons initié à ce titre des partenariats avec des entités économiques (CGPME, CMA, UPE, UNAPL). Nous avons mis en place la 9^e édition de l'opération Job d'été avec 2100 emplois à la clé cette année. L'objectif est de trouver 250 jeunes sur 1 050 reçus dans la journée.

Vous êtes très impliqué dans la vie associative ?

J'ai toujours eu une fibre militante. J'ai été l'un des fondateurs de radio JM et j'y suis resté jusqu'en 2016. Je me suis engagé dans l'association des commerçants Plein Centre et nous avons initié une campagne d'ouverture des commerçants entre midi et deux. Puis, nous avons mis en place Challenge 13 du commerçant le plus performant des Bouches-du-Rhône avec un jury composé de personnalités.

La Jeune Chambre Economique n'a t-elle pas beaucoup compté pour vous ?

Je suis rentré la JCEM en 1987 et j'y suis toujours en 2017. Je suis à présent sénateur. J'ai ainsi le titre de membre de la JCE National à vie pour service rendu et je suis conseiller du nouveau président Nicolas Mongereau. J'ai été président de la JCEM en 1991 et j'ai

initié une opération Signé Marseille. Il s'agissait de faire apposer un label « produit à Marseille ». Nous avons reçu le premier prix de l'action économique internationale, lors d'une soirée à la Vieille Charité.

Dans un autre registre, vous êtes depuis longtemps impliqué au Crédit Agricole ?

J'ai tout d'abord été élu président de l'association des commerçants de la rue de Rome en 1987. Edmond Poppe, Président du Crédit Agricole, une banque coopérative, mutualiste de l'économie sociale, a souhaité ouvrir le conseil d'administration à d'autres administrateurs qui n'étaient pas issus du monde agricole. J'ai été tout d'abord administrateur, puis vice-président pendant quinze ans et depuis le mois de mars 2017, j'assume la présidence de la Caisse locale Marseille Centre.

C'est une caisse importante ?

De fait, cette caisse, l'une des 71 en France, est la plus grande de la région PACA. Marseille Centre représente 11 arrondissements de Marseille (du I^{er} au VII^e et du XIII^e au XVI^e), 62 % de la population de la ville et 67 653 entreprises. Nous avons 13 000 sociétaires.

Quels sont vos objectifs ?

Nous souhaitons développer des actions tournées vers le monde de l'entreprise. Aujourd'hui, une entreprise sur trois est membre de la banque. C'est une nouvelle ère qui apparaît. Notre objectif est d'être plus présent en termes de services auprès des entreprises et des sociétaires.

**Propos recueillis par
Marc Dorian**

LISETTE NARDUCCI TOTALEMENT INVESTIE

Maire des arrondissements les moins nantis de Marseille, mais qui se sont spectaculairement transformés, Lisette Narducci se bat au quotidien pour l'amélioration de son quartier, l'emploi, l'insertion et la qualité de vie des habitants.

« J'ai 59 ans, 3 enfants, et 15 ans de vie associative avant la politique. » Lisette Narducci avance les chiffres sans détour. Maire du 2^e secteur de Marseille (soit les II^e et III^e arrondissements), elle est fière d'avoir acquis le feu sacré, celui de se consacrer aux autres, en tant que présidente des parents d'élèves dans son quartier de vie et de cœur, le Panier. Elle commence alors par se battre pour la propreté, dans les écoles, puis dans les rues, il y a vingt-cinq ans. En 1995, sensibiliser à cette cause est son premier engagement en tant que conseillère municipale. Elle évoque le succès de la « Journée propre et fleurie », qui récompense les efforts de ses administrés par la distribution de 3 000 pots de géraniums. Première action qui va s'accompagner de la gestion des centres d'animation et de loisirs de son secteur. Maire en 2001, et vice-présidente du Conseil Départemental (alors dit Général) pendant seize ans, elle se focalise sur l'action sociale : « L'insertion est devenue mon dada. » Avec l'aide de l'ANPE (ex-Pôle Emploi) et de la Chambre de Commerce, elle lutte pour l'accompagnement renforcé des RMistes (bénéficiaires de l'ancien RSA) : « Les Bouches-du-Rhône sont le seul département à passer une convention en ce sens avec ces

deux organismes. » Elle préconise le contrôle également – ce qui permet non seulement d'aider ceux qui ont vraiment besoin du RMI, mais aussi d'accompagner plus de 1 500 personnes vers des droits à la retraite qu'ils ignorent jusqu'alors. Des mesures qui entraînent, en 2009, le nombre de bénéficiaires des minima sociaux sous la barre des 5 000 dans notre département. Elle crée les Maisons de la solidarité, le Club des entreprises solidaires, siège comme vice-présidente d'Euroméditerranée...



Lisette Narducci est réélue en 2014. Face à la montée de l'extrême-droite, et au refus du PS d'une alliance... c'est Jean-Claude Gaudin qui tend la main à l'élue PRG (Parti radical de gauche) pour faire « front républicain ». Accord scellé, pas « aux dépens des idées, mais uniquement

pour la gestion de son quartier » qu'elle affectionne tant... contre des sièges au conseil municipal cédés à son nouvel allié.

« C'est surtout l'aide financière du Conseil Général qui m'a aidée à développer mon secteur », tient-elle à préciser. Résultat : des aménagements votés, des écoles créées, des jardins et des places rénovés : « Le boulevard National a pu être requalifié, la place du 23-Janvier-1943, l'avenue Camille-Pelletan... » Elle cite également « la création des écoles Ruffi, Busserade-Masséna... mais aussi le jardin partagé de la place du Refuge, la rénovation de la Friche-Belle-de-Mai »... Sans oublier la spectaculaire évolution d'Euroméditerranée. Les réalisations concrètes ne manquent pas. Les projets non plus d'ailleurs, avec les Villages Clubs du Soleil à la Friche ou la totale réhabilitation de la caserne du Muy !

Au bout de quarante ans de vie dans son quartier, vingt-deux d'investissement personnel, avoir occupé des postes décisionnaires à tous les niveaux, s'être, en février dernier, rapprochée d'Emmanuel Macron en qui elle croit, Lisette Narducci reste « viscéralement attachée à sa population », par l'entremise d'un dévouement intense qui lui apporte une « vraie richesse » de vie.

Arielle Dolphin



RENAUD MUSELIER NOUVEAU

A l'issue d'une cérémonie sans surprise qui s'est déroulée le 29 mai 2017, Renaud Muselier, député européen et président délégué en charge de la coordination des politiques publiques et des fonds européens de la Région, a été élu président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, succédant ainsi à Christian Estrosi qui assumera désormais la présidence déléguée. C'est une véritable consécration pour ce brillant homme politique passionné par sa ville et sa région.



C'est vraiment une élection sans suspense qui s'est déroulée, dans l'hémicycle de la Région, le 29 mai 2017. Le président Christian Estrosi, qui a choisi de se consacrer à la ville de Nice dont il fut maire pendant de nombreuses années, a décidé de laisser son fauteuil de président à Renaud Muselier, président délégué. C'est donc avec un score sans surprise de 81 suffrages en sa faveur sur 81 votants que Renaud Muselier a été élu avec la totalité des suffrages de sa famille politique LR/UDI, le FN ayant décidé de ne

pas participer au vote. Aussi, Renaud Muselier n'a pas souhaité de prime abord rendre hommage dans son discours ni à l'ami ni au leader politique mais à l'homme de fidélité de loyauté et de parole. « Tu aimes ta ville autant que j'aime la mienne. Nos villes sont dans nos ADN. Cette fidélité, tu l'as manifestée lorsque tu as choisi de ne plus être parlementaire pour te consacrer pleinement à notre terre, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette fidélité, tu l'as rappelée en faisant le choix intime et personnel de retrouver ton fauteuil de maire de Nice. »

Débats constructifs

Préalablement, le nouveau président a tenu à saluer toutes les personnalités éminentes présentes lors de cette cérémonie et en premier lieu son ami Christophe Castaner, député maire de Forcalquier qui a eu le courage de se retirer au second tour alors que l'essentiel était en jeu. « Votre présence, Monsieur le ministre, me touche et c'est une chance pour notre région de pou-

voir compter au sein du gouvernement sur un ministre comme vous. » Puis il s'est adressé à Jean-Claude Gaudin, sénateur maire de Marseille. « Ensemble, nous avons parcouru un long chemin semé d'épreuves, de combats politiques fait de succès et d'échecs. Pendant des années, nous avons conduit un tandem pour construire notre ville, Marseille. » Et il a adressé toute une série de louanges à plusieurs personnalités émérites comme Michel Pezet : « Vous êtes la personnalité politique pour laquelle j'ai le plus d'estime. J'apprécie votre finesse d'esprit, votre grande culture et votre intelligence. » Puis il a remercié les présidents des Conseils départementaux du Var et du Vaucluse, Marc Giraud et Maurice Chabert, démontrant ainsi qu'il n'y a pas de concurrence entre les collectivités territoriales mais de la confiance et de la complémentarité. « Vous servez tous les deux vos territoires avec passion et vous êtes devenus, au fil du temps, des amis personnels. » Autre ami, le sénateur maire Bruno Gilles, indéfectible compagnon de route. Enfin, Renaud Muselier a exprimé son profond respect envers deux femmes, la sénatrice Sophie Joissains qui aime sa ville d'Aix-en-Provence et qui s'y consacre avec passion et la sénatrice-maire Samia Galli, une femme de caractère et de combats. « J'aime votre courage et votre détermination. Nous ne partageons pas les mêmes idées poli-

PRÉSIDENT DE LA RÉGION PACA

tiques mais nous nous retrouvons toujours sur l'essentiel. »

Pour le Dr Renaud Muselier, député européen qui a assumé des tâches multiples et des responsabilités politiques étendues, cette nouvelle charge est conséquente à plus d'un titre.

Une lourde charge

« Elle m'honore et elle m'oblige car je suis désormais le seul garant du pacte républicain. Ce pacte que nous avons passé, je nous l'oublierai jamais et restera toujours ma boussole. » C'est également une charge qui l'honore, car le législateur a placé les régions au cœur de nos institutions en leur confiant d'importantes compétences dans divers secteurs : gestion des fonds européens, stratégie économique, politique de l'emploi, politique culturelle, développement de l'agriculture, gestion des transports régionaux.

« Il est de notre responsabilité, a assuré l'ancien secrétaire d'Etat, de faire entrer l'action de notre collectivité dans chaque foyer. Je serai le président de l'action comprise. Je ne veux plus d'une région qui soit

considérée comme le tiroir caisse des autres collectivités. » Le nouveau président souhaite une région identifiée pour ses missions, engagée sur des projets concrets et à l'écoute des territoires comme des habitants. « De nos territoires ruraux à nos métropoles qui font face à une concurrence mondiale en passant par les territoires périurbains qui ont trop souvent été sacrifiés, personne ne sera oublié. » Son but est de faire de la région la collectivité de la proximité et du rayonnement.

La plus belle région du monde

De l'implantation des zones franches destinées à dynamiser le tissu économique faisant ainsi reculer le chômage de six points sur Marseille ou de la construction d'Euroméditerranée qu'il a fondé et présidé pendant dix ans, son action a été considérable. « Le choix le plus important que j'ai eu à effectuer en tant que président du concours architectural fut celui de Rudy Ricciotti. » L'enjeu était majeur. A l'entrée du bassin phocéén vieux de 2 600 ans, il ne fallait pas pour lui le dénaturer mais protéger

et préserver l'héritage en l'embellissant et en le développant pour le transmettre. « Se projeter dans l'avenir c'est anticiper pour mieux vivre aujourd'hui avec des résultats à dimension internationale. Sydney a son opéra, Marseille a son Mucem », a-t-il évoqué. Puis il a souligné : « Vous avez fait de moi le président de la plus belle région du monde, le président d'une région au passé glorieux et à l'avenir radieux. La Région aux trois marques monde. » Il ambitionne de convaincre le monde que les talents de cette région, ses capacités d'innovation, son art de vivre sont les atouts majeurs pour créer des emplois. Son objectif est de continuer le travail engagé depuis dix huit mois pour faire de cette région la référence européenne de la préservation de la biodiversité et de l'énergie durable. « L'énergie du 3^e millénaire sera produite ici et a déjà créé plus de 4 000 emplois », a-t-il confié. Sa mission est de remplir sa feuille de route avec des résultats concrets sur trois ans avec une vision sur vingt ans. « Nous devons avoir la culture du résultat, c'est notre ADN politique. » Il s'avère important pour lui de savoir où nous devons vivre dans un quart de siècle. Cette réflexion permettra de replacer la jeunesse au cœur de son action et de faire de la région, le premier investisseur public. Il a avec son équipe un fil rouge qui est l'Europe, une exigence qui demeure la proximité et une nécessité qui sera toujours le résultat. « Je veux la clarté de l'action et la compréhension de la décision », a-t-il avoué. « C'est la raison pour laquelle résolument européen car pacifiste, fondamentalement français car patriote et irrémédiablement provençal, alpin et azuréen car ce sont nos racines, notre vie et notre avenir. »

Marc Dorian



En quelques années, Laure-Agnès Caradec s'est imposée sur l'échiquier politique phocéen comme l'élue spécialiste des questions d'aménagement et d'urbanisme. De l'agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (Agam) à Euroméditerranée en passant par le CAUE, cette urbaniste de formation est au cœur du réacteur qui élabore le projet métropolitain.

LAURE-AGNÈS CARADEC :



Une urbaniste à la tête d'une agence d'urbanisme : dans le cas d'un directeur, rien de plus logique. Dans le sérail des présidents, en revanche, la logique est moins souvent respectée. Si vous ajoutez à ces ingrédients, une touche de féminité assumée et un âge où d'ordinaire politique ne rime pas avec responsabilité, vous obtenez le portrait pas vraiment robot de Laure-Agnès Caradec. En quelques années, cette Marseillaise s'est frayée une place de choix dans le cercle plutôt masculin des présidents d'agence. Adjointe à l'Urbanisme de la ville de Marseille et conseillère départementale, elle préside depuis juin 2014 l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (Agam). Un mandat technique qu'elle a élargi depuis en récupérant deux autres présidences d'instances en prise directe avec l'aménagement : celle du CAUE des Bouches-du-Rhône (mai 2015) et surtout celle de l'EPA Euroméditerranée (novembre 2015). Cette titulaire d'un DESS de droit de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement du territoire ne cache pas son enthousiasme : « On m'a fait un beau cadeau », avoue-t-elle, dans ce joli sourire qui la quitte rarement. Un cadeau ? Dans un univers où les cadeaux ne tombent pas du ciel, cette mère de deux enfants avait de solides arguments

à faire valoir : avant d'embrasser la carrière politique, elle a eu l'occasion de mettre en pratique ses compétences universitaires en dehors de la cité phocéenne : « J'ai démarré dans un bureau d'études à Saint-Raphaël, avant d'intégrer un cabinet d'architectes aixois. Deux expériences qui m'ont permis d'appréhender la réalité de la conduite de projets d'équipement et d'aménagement », se souvient-elle. Une réalité qu'elle va ensuite aborder du côté de la maîtrise d'ouvrage publique. Au hasard d'une rencontre, la jeune urbaniste plonge de plain pied dans la gestion locale : « Lors d'un colloque, j'ai rencontré le directeur de l'urbanisme de la ville de Salon-de-Provence qui cherchait quelqu'un pour étoffer son service. Je n'envisageais pas d'être fonctionnaire et pourtant... j'y suis restée dix ans ! D'abord comme responsable de l'urbanisme (au grade d'ingénieur territorial. Ndlr) puis comme chef de cabinet du maire. C'était passionnant. Travailler dans une commune de 38 000 habitants à taille humaine vous forge une expérience irremplaçable :

vous devez maîtriser des enjeux multiples, tenir compte des attentes parfois contradictoires des uns et des autres, gérer les pressions, apprendre la transversalité... »

Ascension politique

Après une décennie au sein de la cité de Nostradamus, nouveau virage : « En 2001, j'ai accouché de mon premier enfant et j'ai été élue pour la première fois au conseil municipal de Marseille. » Difficile de mener de front ces nouvelles responsabilités tout en effectuant quotidiennement les 50 kilomètres séparant Marseille de Salon. « Je suis d'abord passée à mi-temps avant de me mettre en disponibilité pour assumer complètement mon mandat à partir de 2003. » Cet engagement marque le début de l'ascension politique de la jeune édile : « J'ai commencé par la délégation aux Espaces verts, une mission qui s'est élargie lors de la mandature suivante à la voirie, à la circulation et au stationnement. » Cette extension du spectre de la délégation s'accompagne d'un poste d'adjointe au maire, signe

L'URBANISME À TOUTES LES ÉCHELLES

d'une montée en puissance sur l'échiquier politique communal. « Durant six ans, j'ai été confrontée aux problématiques de gestion de l'espace qui m'ont toujours passionnées. Gérer les questions de stationnement, de voirie, de circulation... m'a donné une connaissance fine du territoire ». Cette relation de proximité, Laure-Agnès Caradec a également pu la mettre en perspective en intégrant

le conseil d'administration de l'Agam aux côtés de son prédécesseur Claude Vallette. Avant de lui succéder au printemps 2014. Et d' aussitôt imprimer sa marque. « Outre l'urbanisme, ma délégation comprend le projet métropolitain, un enjeu essentiel pour l'avenir de Marseille et de son aire urbaine », commente-t-elle. Un an après la mise en orbite de la Métropole Aix-Marseille-Provence, elle entend faire

de l'Agam et d'Euroméditerranée les chevilles ouvrières de la construction du futur projet métropolitain. « On ne peut plus fonctionner sur les vieux schémas d'il y a trente ans. Il faut changer d'échelle et bâtir une intelligence collective. L'Agam doit apporter sa pierre à l'édifice et Euroméditerranée continuer à jouer son rôle d'accélérateur métropolitain », conclut Laure-Agnès Caradec.

Paul Boinet

HUGUES PARANT : DE LA PRÉFECTURE À EUROMÉDITERRANÉE

Un peu moins de quatre ans après son départ de la préfecture de région, Hugues Parant revient à Marseille. L'ancien préfet succède à François Jalinet à la direction de l'EPA Euroméditerranée.

Six mois après lâché les rênes de l'Epa-des, l'établissement qui drive l'aménagement du quartier d'affaires de la Défense en région parisienne, l'ancien préfet de région a été nommé, le 5 mars, à la direction de l'EPA Euroméditerranée par la ministre du Logement Emmanuelle Cosse. Ces retrouvailles avec le Sud qu'il a labouré de long en large durant treize ans, au gré de ses affectations dans la préfectorale — de 1998 à 2013, il a été successivement préfet de police à Marseille, préfet du Vaucluse, du Var et de la région Paca — le nouveau directeur de l'EPAEM l'aborde avec d'autant plus d'enthousiasme que sa venue était souhaitée par l'ensemble des élus locaux, Jean-Claude Gaudin en tête. « Si j'ai accepté de revenir à Marseille, c'est par la force de conviction du maire de Marseille qui m'a dit : Vous connaissez bien la région, » affirme-t-il. Au cours des trois années qu'il a passées au milieu des gratte-ciel de la Défense, l'ancien préfet s'est forgé une conviction : « Préfet, vous êtes un régulateur. Quand vous dirigez un établissement public d'aménagement, vous

êtes acteur mais au service de l'intérêt général avec en arrière plan des enjeux d'équilibre économique. » Poursuivre la dynamique Euroméditerranée n'est pas une terre complètement inconnue pour Hugues Parant. Au cours des trois années passées à la préfecture, il a pu toucher du doigt les subtils équilibres inhérents à la gestion partenariale de cette opération d'intérêt national (OIN) : « Je suis soufflé par la qualité et la cohérence de qui a été réalisé ici en plus de 20 ans. C'est un travail considérable dont je ne suis pas sûr que l'on ait conscience ailleurs... Mais les efforts accomplis ne serviront à rien si la dynamique ne se prolonge pas sur l'extension. Si elle s'arrêtait, Euroméditerranée se résumerait à un simple quartier tertiaire, ce qui n'était pas l'objectif initial de l'Etat et des collectivités... » Contrairement à la Défense, quartier d'affaires de la région capitale au rayonnement planétaire, l'enjeu du revitalisation urbaine est la raison d'être du projet Euromed : « On doit veiller à développer toutes les

fonctions de la ville. La qualité de l'environnement urbain est un des leviers de l'attractivité des métropoles.

Pour cela, nous devons tenir compte des nouvelles tendances, de l'évolution des modes de vie... Le rapport au travail évolue avec l'émergence du coworking, des tiers lieux, de l'auto-entrepreneuriat... Il faut également penser aux fonctions sociales des pieds d'immeubles. Dans le logement, la tendance est au partage. Travail, loisirs, commerces... demandent une relation plus homogène. Les jeunes ont un nouveau rapport au temps. Les besoins de mobilité évoluent au profit des modes doux. On cherche à diminuer l'empreinte énergétique des immeubles. Tous ces changements bouleversent le logiciel de la fabrique de la ville. Inutile de faire du béton s'il n'y a pas de l'humain dedans ! Et Euroméditerranée a pris un temps d'avance sur tous ces sujets. »

P. B.



L'ÉCOCITÉ POUSSE DANS LE PAYSAGE

La Zac Littorale, première pièce opérationnelle de l'Ecocité, commence à se lire dans le paysage. Un hôtel et des bureaux préfigurent le visage du futur quartier démonstrateur développé par Eiffage sur l'îlot Allar. Demain, Bouygues projette à son tour un écoquartier XXL aux abords du marché aux puces. Deux nouveaux morceaux de ville qui jouxteront un grand parc urbain.

Huit ans après la genèse du projet, l'Ecocité commence à sortir de terre. Décor de cette mutation : une ancienne friche GDF, située rue Allar dont Eiffage a engagé la reconversion urbaine en mode écolo. Après la livraison du premier immeuble (conçu par l'architecte portugais Eduardo Souto de Moura) qui regroupe un hôtel B&B de 90 chambres et des bureaux (11 000 m² de SP) où sont installés depuis début novembre 2016 près de 500 agents de la ville de Marseille, Eiffage s'attelle désormais à la réalisation de la suite de ce programme baptisé Smartseille.

Avant cet été, le promoteur livrera le premier lot résidentiel, un bâtiment de 60 logements (commercialisés à un prix moyen inférieur à 3.000 euros/m²) et un immeuble du bureaux de 6 200 m² (architecte : Corinne Vezzoni) qui accueillera notamment les 250 salariés du siège

régional d'Eiffage Construction et les équipes du cabinet d'ingénierie Ingérop.

Ce lot tertiaire a été acquis en Vefa par la SAS « Allar C », joint venture créée par la Cepac (51 %) et la Caisse des dépôts (49 %) (montant de l'investissement : 19 M€).

Bouygues rêve la ville XXL

Après Allar, l'avenir d'Euroméditerranée se joue au nord. A la manoeuvre cette fois, Bouygues immobilier et sa filiale Linkcity. Les deux opérateurs prévoient de réaliser un projet XXL sur l'îlot éponyme (14 ha), dans l'orbite du marché aux puces. L'ambition ? Aménager un morceau de ville d'environ 250 000 mètres carrés de plancher à haute performance énergétique d'ici 2023. Cet écoquartier dessiné par l'urbaniste François Kern regroupera logements (161 000 m²), bureaux (58 000 m²),

commerces (10 000 m²), activités (13 000 m²) et équipements publics (bibliothèque, école, pôle socio-éducatif et crèche). Sans oublier une grande « halle aux puces » qui accueillera le marché reconfiguré et modernisé.

Cette (re)construction de la ville sur la ville ira de pair avec la création du grand parc urbain qui irriguera les 169 ha de l'Ecocité. Une coulée verte de 14 ha qui s'immiscera à petites touches dans le paysage. Ce printemps, l'EPA Euroméditerranée a posé le premier jalon du projet en lançant les travaux d'aménagement provisoire du parc Bougainville. Le chantier, d'une durée d'un trimestre, représente un investissement relativement modeste (486 000 € TTC). Il concerne la réalisation d'équipements de loisirs pour les enfants (street foot, ping pong, mini playground de basket, rocher d'escalade...). Dans une seconde phase, Euroméditerranée confiera à un paysagiste la mission de dessiner la configuration définitive de ce poumon vert de 4 ha situé au confluent de plusieurs grands programmes de renouvellement urbain : le parc Habité d'Arenc (2 000 logements), les Docks Libres (800 logements), la cité Bellevue (800 logements), Saint-Mauront (12 400 habitants).

Paul Boinet

UN MOTEUR POUR LE CHANTIER DU MULTIPLEXE D'EUROMED CENTER



Douze ans après le lancement du projet, les travaux du multiplexe d'Euromed Center ont enfin démarré à la Joliette. Longtemps retardé par un recours, ce mega cinéma (14 salles pour 2 803 fauteuils) a également vu son casting maintes fois remanié.

Fin 2016, le groupe Gaumont-Pathé a succédé à Europacorp, la société de Luc Besson qui était la tête d'affiche du programme dévoilé en 2005 lors du Mipim. Dans la catégorie concepteurs, les têtes ont également valsé : auteur du projet initial, un écrivain en forme de dauphin, le starchitecte italien Massimiliano Fuksas avait jeté l'éponge en 2013, remplacé par Christian Marina (agence MPA, Paris).

Un devis de 40 M€

Ce dernier est l'auteur du nouveau projet qui a fait l'objet du permis de construire modificatif, un bâtiment à la forme nettement plus académique que le dauphin Fuksas... le bâtiment se présente comme un parallélépipède habillé d'une résille de béton avec un écran géant surmonté de la petite fée d'Europacorp, emblème d'Europacorp. Un clin d'œil à la société qui porte le projet : cette SCI désormais propriété de

Gaumont-Pathé s'appelle « Europacorp La Joliette ». Le chantier de ce multiplexe a démarré au mois de mai (devis : 40 M€ HT). Les travaux de construction de cet équipement de 11 975 m² sont pilotés par le groupe vauclusien GSE et le cabinet MAP architecture (architecte d'exécution). Pour l'occasion, les maîtres d'œuvre utiliseront la maquette numérique (« BIM » pour « Building Information Modeling »), un outil digital à même de « garantir la qualité de la conception et de la réalisation, en simplifiant notamment la synthèse structurelle et technique », indique GSE dans un communiqué. La maquette digitale permettra en outre de livrer au maître d'ouvrage « un dossier des ouvrages exécutés sous format entièrement numérique, qui facilitera l'exploitation, la maintenance et l'entretien du bâtiment. »

Le cinéma devrait lever le rideau fin 2018, au terme de dix-huit mois de travaux. Avec lui sera posée l'ultime pièce de l'opération Euromed Center portée par Foncière des régions et Crédit agricole assurances : 70 000 m² regroupant 4 immeubles de bureaux (48 000 m²), un hôtel Golden Tulip de 210 chambres, le cinéma et un parking souterrain de 840 places.

P. B.

LA CRESS OU L'ÉCONOMIE

La Chambre régionale d'économie sociale et solidaire de notre région vient de déménager en centre-ville de Marseille. L'occasion de faire le point sur ses engagements et ses priorités. Sachant que 80 % des Français attendent des entreprises qu'elles assument une mission sociale.



« Les entreprises de l'économie sociale et solidaire participent à la montée en gamme d'une économie de qualité, qui contribue à la prospérité de tous. Elles sont au cœur des transformations en cours, favorisant des partenariats publics comme privés, générant des solutions novatrices. Elles sont motrices dans les nouvelles attentes des Français, en améliorant les services du quotidien et en développant l'emploi de proximité. »

Denis Philippe, président de la Chambre régionale d'économie sociale et solidaire, la CRESS, pose les jalons. La CRESS réunit des mutuelles (santé et assurances), des coopératives, des associations, des fondations, mais aussi, depuis la loi de 2014, les entreprises commerciales de la région qui souhaitent s'affirmer d'utilité sociale, qui peuvent alors demander un agrément. « Pas par philanthropie, tient à préciser le président. Mais pour accéder, en général, à des financements spécifiques. » Elles doivent adopter un mode de gestion participatif et démocratique, et gérer leurs bénéfices en réinvestissant. Le modèle des ESS ne se situe pas en dehors du capitalisme, il est tout simplement acapitaliste.

Un fonds d'investissement pour développer les entreprises

Dans notre région, les 17 000 entreprises de l'ESS regroupent près de 170 000 salariés. Elles sont ancrées dans le territoire. En effet, aucune d'entre elle ne s'est jamais délocalisée. Un atout de développement, qui favorise emploi et croissance. Notons en 2013, par exemple, 2 500 emplois supplémentaires pour ces entreprises. En cinq ans, ce sont plus de 4 000 emplois créés

dans notre région par l'économie sociale et solidaire.

Côté projets, la CRESS va ouvrir sous peu 5 délégations départementales. Suite aux forums organisés l'an passé dans toute la région, son président a entendu la parole des adhérents, et veut rendre compte du travail entrepris depuis, grâce à ces délégations de proximité. Un fonds d'investissement, de 5 millions d'euros, va être créé également. Il permettra des projets de développement d'entreprises. « Nous devons montrer que nous savons nous organiser, et que nous ne vivons pas de subventions », précise en souriant Denis Philippe. Si les cinq banques de l'ESS apportent leur savoir-faire : la CEPAC (Caisse d'Épargne de Provence-Alpes-Côte d'Azur), le Crédit Agricole, le Crédit Mutuel, la Banque Populaire, le Crédit Coopératif, c'est la CRESS qui finalise les outils... qui ne peuvent être créés par les banques. Il s'agit là d'un partenariat judicieux pour le développement social. »

Objectif à trois ans : 1 000 adhérents

« Dans un deuxième temps, continue Denis Philippe, nous allons aussi mettre en place un outil pour de petits financements sur une courte durée, dans le but d'aider les entreprises ayant des problèmes de fin de mois. »

Il semble clair que but de la CRESS est de devenir un générateur de solutions pour ses entreprises adhérentes, elle souhaite concentrer ses actions autour de priorités comme l'innovation sociale, la coopération économique, les pratiques d'achats responsables ou le mécénat.

Afin de s'en donner les moyens, souligne le président, « l'objectif en 2020, dans trois ans, est de comptabiliser 1 000 adhérents, contre 250 au-

AUTREMENT

jourd'hui. Pour prôner un modèle économique, pour s'affirmer indépendamment politiquement. » La CRESS vise fonctionner avec un tiers d'adhésions, un tiers de prestations, un tiers de projets avec l'Etat et la Région, cette dernière la finançant à hauteur de 10 %. En effet, la Région souhaite l'aide de la CRESS sur l'innovation, la numérisation, l'apprentissage ou encore le retour à l'emploi.

Travailler ensemble, organiser une transversalité efficace, passer des accords de développement, voici tout simplement « un véritable levier de croissance et d'emplois de notre région ».

Arielle Dolphin

www.cresspaca.org
04.91.54.96.75

LES MATINALES DE L'ESS

Pour une meilleure connaissance des sujets réglementaires, législatifs et comptables, la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire de Provence-Alpes-Côte d'Azur lance les Matinales, une série de rencontres ouvertes aux entreprises et aux parties prenantes de l'économie sociale et solidaire de la région.

Des experts animent des temps d'échange qui se déroulent au nouveau siège de la Chambre régionale, au 2 place Félix-Baret dans le centre de Marseille, face à la préfecture. Ils décryptent les grands principes, les pistes et les moyens d'action afin d'acquérir un premier niveau de connaissances sur la thématique traitée. L'occasion pour les participants de développer leur réseau.

Par exemple, le mardi 4 juillet,

de 9 h à 11 h :

Guide des bonnes pratiques des entreprises de l'économie sociale et solidaire. Ou comment élaborer ses propre diagnostic et plan de progrès dans une démarche d'amélioration continue. Les entreprises de plus de 250 salariés sont impactées dès juin 2017, et les autres dès 2018.

*Inscription en ligne sur :
www.cresspaca.org*

*Accès libre pour les adhérents,
15 € pour les autres.*

*Contact : Thibault Pourbaix
04.91.
54.96.75.*



DENIS PHILIPPE : UN RÉPUBLICAIN LAÏQUE ET HUMANISTE

Denis Philippe a toujours suivi un parcours militant. Adhérent de base, qui s'occupe de la complémentaire santé au sein de la Mutualité Française, il s'intéresse alors à l'économie traditionnelle, mais associée à la solidarité. Là-bas, à Gap où il demeure, il s'investit et devient vice-président de l'union régionale de sa mutuelle, également vice-président de la mutuelle Adréa... et, depuis deux ans, président de la CRESS de PACA, la Chambre régionale d'économie sociale et solidaire (l'une des 13 chambres en métropole), se trouvant réélu en 2016 à l'unanimité.

« La mutualité est un mouvement social, explique-t-il. Je me suis engagé, ai acquis des responsabilités, puis ai été finalement élu. » La CRESS l'intéresse par son « fonctionnement démocratique ». Insérer une dimension sociale dans une économie traditionnelle lui semble couler de source.

Il veut prouver que l'on peut « entreprendre autrement ». Et il démontre déjà qu'un « simple adhérent peut devenir président d'une structure d'utilité

sociale ». Qu'ils soit commerçant, fonctionnaire, de profession libérale... Lui, qui a essayé toutes ces casquettes, s'étonne qu'on puisse opposer ces catégories professionnelles, qui sont chacune intéressantes.

« Une entreprise peut ne pas avoir comme but que de générer des bénéfices : l'argent est un outil, pas une finalité. » Il souhaite, au sein de la CRESS, combler un vide social, porter la parole de l'économie solidaire. Il appelle même à voter pour Emmanuel Macron, en cette période électorale... car il ne peut imaginer trahir son engagement de Republicain laïque et humaniste, « en tant que président de la Chambre régionale des 17 000 établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire, fort de ses 163 158 salariés et de sa base bénévole militante, de leurs valeurs de référence communes : la solidarité, la liberté d'engagement et l'égalité entre les personnes ».

A.D.

Colas Midi Méditerranée inaugure son nouveau siège à Aix-en-Provence

Filiale du groupe Colas, Colas Midi-Méditerranée, spécialisée dans les revêtements, a inauguré le 17 mai 2017, son nouveau siège à Aix-en-Provence, vitrine de son savoir-faire, en présence d'Hervé Le Bouc, président directeur général de Colas, et de Thierry Méline, directeur général de Colas France. Ce fut l'opportunité de présenter ses dernières innovations.

Implantée dans les régions Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, Colas Midi-Méditerranée, filiale du groupe Colas, couvre 13 départements grâce à un réseau de 31 établissements travaux et de 32 carrières, complétée par de nombreux sites de production de matériaux (plateforme de recyclage, usines d'émulsion, centrales d'enrobage, centrales à béton). Les 2 850 collaborateurs réalisent une grande diversité de travaux (routes, terrassement, pistes d'aéroport, circuits automobiles, plateformes et sols industriels, voiries et aménagements divers, génie civil). Depuis 1984, date de création de la filiale, la ville d'Aix-en-Provence accueille le siège de Colas Midi-Méditerranée. Cette implantation se positionne au cœur du territoire de l'entreprise qui s'étend sur l'ensemble de l'arc méditerranéen.

Performance énergétique

Le nouveau siège a été imaginé par l'architecte Nicolas Hourdin du cabinet Pixea Architecture dans le cadre du projet développé par Bouygues Immobilier. Tout en transparence, le nouveau bâtiment qui permet d'accueillir 90 personnes a été conçu pour favoriser les échanges entre les différents collaborateurs. Pensé pour être économique et écologique grâce à ses installations et à ses équipements, il répond aux normes de la réglementation thermique de 2012 et donne la priorité à la performance énergétique et au bien-être de ses occupants.



Une vitrine des innovations

Les revêtements des abords du siège ont été réalisés en Urbalith. Ce revêtement respectueux de l'environnement à base d'aqua-liants est signé INMS, filiale de Colas Midi Méditerranée. De même, autour du bâtiment, les chemins en Compaxem, revêtement constitué d'un liant hydraulique, sont issus d'Argeco, entreprise spécialisée dans la recherche et le développement technologique des matériaux. Ces réalisations constituent le parfait exemple de la dynamique d'innovation de la filiale en matière notamment, de revêtement à haute qualité environnementale.



LIONEL DE CUBBER : « LA MUTUALITÉ FRANÇAISE CONTRIBUE AU BIEN-ÊTRE DE NOS CONCITOYENS »

La Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) regroupe 326 mutuelles santé adhérentes et défend leurs intérêts collectifs. C'est une organisation professionnelle, créée en 1902 et qui représente la totalité des mutuelles santé. Lionel De Cubber, président de la mutualité française dans les Bouches-du-Rhône, explique comment elles permettent de contribuer au bien-être d'un million de personnes, qui font confiance à une mutuelle tout au long de leur vie.

Pourriez-vous vous présenter ?

Je suis retraité de la police nationale. J'ai aujourd'hui plusieurs fonctions, rattachées au domaine de la mutualité. Je suis président départemental de la délégation des Bouches-du-Rhône et premier vice-président de la Mutualité Française PACA, également administrateur national d'Intérieure mutuelle, ainsi que chargé des relations publiques des Entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les mutuelles, comment ça marche ?

Tout d'abord, pour avoir l'appellation « mutuelle », il faut arborer le logo « mutualité française ». C'est la fédération nationale qui gère l'ensemble des mutuelles du territoire. Il existe 38 millions de mutualistes en France. L'ensemble est divisé en régions et départements. Il faut préciser que la mutualité ce n'est pas que réunir les mutuelles gérant la complémentaire santé, c'est aussi faire des actions de prévention, et s'occuper des Services de Soins et d'Accompagnements Mutualistes (SSAM) tels que : centres dentaires, centres optiques, maisons de retraite, crèches, maisons de santé par exemple.... Nous pouvons citer aussi l'initiative à travers laquelle nous organisons des conférences avec l'association Bio-sphère, qui sensibilise les publics sur des sujets tels que l'alimentation, le développement durable, la biodiversité, l'eau, les déchets, etc.

Concrètement, quelles sont vos missions ?

Je préside la délégation des Bouches-du-Rhône de la mutualité française Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis onze ans. Cela représente 136 mutuelles et un million d'adhérents. Je suis également premier vice-président de la région PACA qui regroupe trois millions de personnes, régit par le code de la mutualité. Mon rôle est donc de fédérer les mutuelles et de m'assurer qu'elles respectent le code de la mutualité. En ce qui concerne mon poste de chargé de relations publiques auprès des Entreprises de la Chambre Régionale, de l'Economie Sociale et Solidaire PACA. Mon rôle est de permettre la relation entre ces entrepreneurs et nos équipes chargées de mettre en œuvre et de faire appliquer depuis 2014, la loi Hamon sur l'économie sociale et solidaire, Loi qui encourage un changement d'échelle de l'économie sociale et solidaire, fonde une stratégie de croissance plus robuste, donne aux salariés le pouvoir d'agir et soutient le développement durable local. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est 16 600 employeurs sur tout le territoire, 13 % de l'emploi salarié privé, 4 milliards d'euros de salaires bruts distribués, avec une grande diversité d'activités économiques.



Vous vouliez rendre hommage à François Moscati, récemment décédé ?

En effet, en tant que président de la Mutuelle des Municipaux, mutuelle adhérente à la mutualité française, secrétaire général de Force Ouvrière et adjoint au maire, François Moscati va laisser un grand vide dans la population marseillaise. Je l'ai en estime depuis que je le connais. Au début des années 1960, François Moscati, qui travaillait comme éboueur pour la ville, a très rapidement commencé à s'investir pour les salariés et a très vite obtenu des avantages au quotidien. C'est à ce moment-là que le syndicat Force Ouvrière a trouvé sa place malgré le monopole, à l'époque, de la Confédération générale du travail. Il a consacré sa vie aux combats du syndicat et des mutualistes. Merci François pour tout ce que tu as fait et ce que nous avons fait ensemble.

**Propos recueillis par
Boualem Aksil et la rédaction**

UNE SOIRÉE GALACTIQUE

La 14^e cérémonie des Pyramides d'Argent, organisée par la Fédération des Promoteurs Immobiliers de Provence, s'est déroulée au MJ1 à Marseille devant 650 convives. Cet événement de grand ampleur met chaque année en exergue les programmes immobiliers qui se démarquent le plus dans leurs performances. Sept récompenses ont été cette année décernées dont la fameuse Pyramide d'Argent attribuée au 2^e Élément, un programme réalisé conjointement par Pitch Promotion et Quartus et conçu par Estudio Herreros et Yvann Pluskwa. Revue de détails.



Après le chapiteau du cirque Médrano l'an dernier, la soirée des Pyramides d'Argent, un événement concocté par la Fédération des Promoteurs Immobiliers de Provence, a surpris ses hôtes en se tenant cette année au MJ1, situé entre le Mucem et les Terrasses du Port. C'est dans ce grand hall, véritable écrin portuaire dont la destination finale n'est pas encore connue que plus de six cent cinquante convives étaient rassemblés pour une soirée exceptionnelle placée sur le thème « Reflets d'avenir ».

La digitalisation et l'innovation technologique au service de la promotion immobilière étaient au cœur de cette édition puisque le jury était présidé par Laurence Olivier, directrice générale adjointe de Marseille Innovation, et que la maîtresse de cérémonie était Fanny Bouton, journaliste à BFM TV spécialiste du high tech, chroniqueuse au CES de Las Vegas et coach digital à HEC Paris.

Après la signature du nouveau chèque premier logement ville de Marseille par Arlette Fructus, adjointe au maire déléguée au logement et Stéphane Perez, président de la FPI Provence, aux côtés de plusieurs banques partenaires, la cérémonie a débuté en présence d'un parterre de personnalités. « Vous êtes fidèles à nos rendez-vous. C'est une présence à laquelle nous sommes sensibles. C'est le témoignage d'une implication totale et d'un intérêt quotidien au mandat qui vous a été confié », a souligné Stéphane Perez, lors de son intervention.

Chaque année, la soirée récompense la qualité, le savoir-faire et l'innovation des programmes immobiliers neufs. Et ce sont sept pyramides illustrant les réponses que les promoteurs apportent aux préoccupations des acquéreurs qui ont été remises par des partenaires du concours à

des programmes de construction ou de rénovation de logement et d'immobilier tertiaire. Préalablement à la remise des prix, les deux partenaires officiels, EDF et la CEPAC, ont témoigné de leur participation : « Nous nous associons pleinement à l'action de promotion de la qualité et de l'innovation développée par la FPI et son président. Notre objectif à travers ce challenge est de démontrer la faisabilité et de valoriser la compétitivité des projets électriques », a souligné Jacques Henri Monti, délégué régional d'EDF.

Depuis quatorze ans, la CEPAC, leader sur le marché du financement des professionnels de l'immobilier, est partenaire de cet événement. « Dans ses actions, la Caisse d'Épargne CEPAC reste marquée par son ADN de catalyseur du développement de ses territoires », a précisé Sébastien Didier, président du directoire de la CEPAC Immobilier. Pour Stéphane Perez et son équipe, cette opération représente non seulement l'opportunité d'aborder des thématiques de fond qui accompagnent au quotidien les promoteurs mais également de rassembler l'ensemble de la profession et les acteurs de la vie économique. Et il l'a rappelé dans son allocution : « Les promoteurs ne sont des consommateurs avides de foncier mais des acteurs engagés de projet. »

Mixité urbaine

Au lieu de huit prix initialement prévus, sept ont seulement été remis. Le prix des premières réalisations parrainé par la Banque Populaire n'a pas été décerné, car il n'avait pas de candidat. Avant de décerner le premier prix, une première intervention du duo ENRA de Tokyo a subjugué le public avec une performance qui réinventait la danse avec la technologie de demain. Le premier prix portant sur

POUR LE 2^e ÉLÉMENT

l'innovation industrielle et soutenu par le GIP concernait des programmes se caractérisant par des performances énergétiques ou environnementales élevées recourant à des matériaux innovants, respectueux de l'environnement, a été attribué au Clos des Accates, situé à La Valentine à Marseille.

Ce projet qui propose 48 logements répartis sur deux bâtiments a été réalisé par Bouygues immobilier et conçu par l'agence MAP. Quant au prix de l'immobilier d'entreprise soutenu par la SMABTP, il a été attribué à un programme appelé Quanta à Marseille, réalisé par le promoteur Constructa Urban Systems et conçu par l'agence Carta Associés. « Ce projet qui propose des lieux disruptifs pour encourager la créativité (salle de réunions sur les balcons, amphithéâtre extérieur) offre également du bien être avec des cours de yoga sur rooftop et du coaching sportif dans les parking », a expliqué l'architecte Roland Carta. Soutenu par Chevreuse Courtage, le prix de la mixité urbaine, a été décerné à Univ'R Longchamp, un programme implanté sur le site historique de l'Association des Dames de la Providence. Ce projet comprenant 200 logements, une résidence

étudiante, 4 500 m² de commerces, une maison de l'Enfance, une école maternelle et élémentaire ainsi que 9 000 m² d'espaces végétaux a été réalisé par Eiffage Immobilier et signé par les architectes Roland Carta et Jean-Michel Battesti.

Adhésion du public

Situé au Cabot à Marseille, le programme Bastide Le Cabot, un bâtiment de 32 logements réalisé par Bouygues immobilier et conçu par le cabinet M2DC, a séduit par son caractère innovant avec la solution domotique Flexom. Soutenu par EDF, le prix du bâtiment Bas Carbone a été attribué à White Line, un projet réalisé par Constructa Promotion de 23 logements situé Espace Barbusse, lieu-dit La Lune, sur le site des anciens chantiers navals à la Seyne-sur-Mer. C'est l'architecte Jean-Baptiste Pietri qui a conçu cet ensemble immobilier unique et unitaire, très élégant et de conception moderne. Le prix du grand public, soutenu par GRDF, s'attache quant à lui à mettre en valeur des programmes remportant l'adhésion du public sur des critères de choix des acquéreurs potentiels comme l'esthétique architecturale,

l'implantation du projet ou encore les services proposés. Situé au sein du nouvel écoquartier «Les Haut de Sainte-Marthe» et placé sous le signe du développement durable, la résidence Naturea a été largement plébiscitée. Ce projet conçu par Didier Rogeon et réalisé par Marignan offre un parfait compromis entre la ville et la campagne avec 61 logements avec de belles vues sur la nature environnante et sur la mer. Enfin, place au grand prix tant attendu, et remis sous une salve d'applaudissements par un public conquis, la Pyramide d'Argent soutenu par le Crédit Foncier et attribué au meilleur projet ou réalisation toutes catégories confondues. « Les projets présentés pour les Pyramides d'Argent répondaient à un triptique : construire plus, mieux et autrement. Les lauréats font honneur à notre profession. La créativité, c'est l'intelligence qui s'amuse », a déclaré Stéphane Perez avant la remise du grand prix. C'est le 2^e Elément, au sein du 2^e arrondissement de Marseille, un programme en co-promotion avec Pitch Promotion et Quartus et conçu à la fois par un cabinet d'architecture espagnol Estudio Herreros et un cabinet marseillais Atelier d'Architecture Yvann Pluswa qui l'a remporté. C'est ce projet qui a réinventé avec brio l'art de vivre méditerranéen de façon innovante et conviviale qui concourra pour la Pyramide d'or, lors du 47^e Congrès de la FPI France, les 5 et 6 juillet 2017 à Paris, en étant en lice avec les projets des autres régions.

M.D.



Plusieurs parlementaires étaient présents : les députés Guy Teissier, Dominique Tian, Valérie Boyer, et également des adjointes au maire de Marseille, Arlette Fructus, Caroline Pozmentier, ainsi que des élus comme Daniel Hermann, Richard Findikian et des maires du département.

L'AR HLM PACA-CORSE SOUFFLE SES QUARANTE BOUGIES



Pour ses 40 ans, l'AR HLM PACA & Corse, présidée par Bernard Oliver, a organisé une soirée à La Villa Méditerranée afin de changer de regard sur les HLM et découvrir les enjeux européens du logement social. Deux spécialistes avaient été conviés pour évoquer le thème « Refonder l'identité de l'Europe », Laurent Ghékière, directeur des affaires européennes de l'Union Sociale pour l'Habitat, et Philippe Herzog, économiste, ancien député européen et conseiller spécial de Michel Barnier, président du Think Tank Confrontations Europe.

C'est un anniversaire qui s'est déroulé en trois phases, tout d'abord avec la parution disponible en librairie du mook « Changeons de regard », puis par une convention le 23 mai au parc Chanot qui a rassemblé plus de sept cent collaborateurs des entreprises adhérentes et enfin cette soirée qui a permis à plus de trois cent participants d'avoir une autre perception sur les HLM. Arlette Fructus, adjointe au maire de Marseille et conseillère régionale déléguée au Logement, s'en est félicitée. « Le record annuel de production de logements sociaux a été battu dans notre région et l'objectif de production a été dépassé. Il faut désormais répondre à la demande sociale de manière plus qualifiante et plus performante », a-t-elle souligné.

Elle a évoqué ensuite le nouveau dispositif régional qui a été mis en place depuis décembre et voté à l'unanimité et qui redéfinit la politique régionale en la matière. « Ce sont 150 millions qui sont mobilisés par la Région. Il s'agit désormais de répondre mieux aux besoins de logements, de préserver le pouvoir d'achat, d'accompagner le développement économique régional. Au final, 294 000 logements sociaux créés ». Un nouvel appel à projets a été lancé avec le FEDER. Une Europe sociale peut, selon elle, se construire à partir des acteurs du logement social.

Partenaire de plus de cinquante acteurs du logement social dans la région, la CEPAC a une action de banquier et une action citoyenne. « Un partenariat a été signé il y a seize ans avec l'AR HLM, partenariat dont nous sommes très fiers », a confié Jean Ticory, secrétaire général de la CEPAC. De son côté, Luc L'Hostis, directeur général EDF collectivités Territoire et Solidarité Méditerranée, a estimé que le monde du logement social est un domaine d'innovation pour EDF. C'est le cas avec le concours « bas carbone » comme avec l'appartement itinérant Hapi destiné à enseigner les éco-gestes, une action qui remporte un franc succès avec 25 000 visites en deux ans. Puis il a évoqué d'autres projets comme l'auto consommation, l'immeuble intelligent. « C'est aussi l'anniversaire ce soir du partenariat avec l'AR HLM puisque la

première convention de partenariat a été signée il y a vingt ans », a-t-il rappelé. Laurent Ghekiere, directeur des affaires européennes de l'USH, qui met en place la fédération du logement social à Bruxelles, a rappelé l'enjeu : « Il s'agit de faire évoluer les textes pour les rendre compatibles avec les missions. Il lui a fallu deux ans pour obtenir la dérogation que seules les AR HLM s'occupent en France du logement social. En Allemagne, n'importe qui fait du logement social, mais celui-ci est temporaire et redevient privé à terme. » Et il a souligné : « La France est le premier producteur de logements sociaux en Europe. »

Un plaidoyer pour l'Europe

Philippe Herzog, économiste, président de Confrontations Europe, a été clair : « Pour retrouver notre identité nationale, il faut redéfinir notre place dans l'Europe. » Aujourd'hui, il y a une crise majeure de la démocratie avec un écart creusé entre élites et peuples. « L'Union européenne nous a plongés dans la mondialisation compétitive », a-t-il estimé. Il faut pourtant faire comprendre que l'Europe est la solution. « Rapprocher les peuples, ne pas s'arrêter aux dirigeants. La paix et la prospérité ne peuvent exister que dans l'Europe ». Il importe selon lui de créer des solidarités face à la mondialisation, surtout face à la Chine. Bernard Oliver, président de l'ARHLM, a mis en exergue la place des bailleurs sociaux qui sont de véritables aménageurs et pourvoyeurs d'emplois : « Pour chaque logement, trois emplois sont créés. » Puis il a relevé : « Notre mission est de produire du lien social, de gérer des quartiers en difficulté, de favoriser la mixité sociale, de créer des ensembles à taille humaine, avec des transports en commun. » En conclusion, Jean-Louis Dumont, président de l'Union Sociale Habitat, a rappelé que les associations ont été créées comme une amicale pour mutualiser les ambitions puis ont été chargées d'être des promoteurs de l'immobilier social. Puis il a rajouté : « Le HLM est un patrimoine de la nation. »

M.D.

LES HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ : UNE AIDE POUR DE NOMBREUX FOYERS !

La précarité dans le domaine du logement est une préoccupation chez la plupart des Français. Les logements sociaux remplissent un rôle primordial pour de nombreuses personnes. Mise en lumière de ces aides indispensables avec Bernard Oliver, président de l'association régionale des organismes HLM.

En 1986, Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille, nomme Bernard Oliver, administrateur de l'Office public des HLM. En 1995, élu sur la liste municipale, il accède à la présidence de l'OPHLM. Depuis 2008, il préside également « Famille & Provence ». Aujourd'hui, il est également le président de l'association régionale des organismes HLM. Il connaît donc bien sa région, Marseille et les problématiques des personnes qui nécessitent l'aide des logements sociaux. Le logement social est un logement destiné, à la suite d'une

initiative publique ou privée, à des personnes qui ont des revenus modestes et qui auraient des difficultés à se loger sur le marché immobilier classique. Historiquement, les logements sociaux remontent au début du XX^e siècle et ont été consacrés en 1949, avec la loi sur les habitations à loyer modéré (HLM). Bernard Oliver explique que, « dans les années 1960, on comptait les salles de bain pour le nombre de logement, avec parfois une seule toilette par étage », selon les logements. Selon lui, « les constructions HLM étaient, quant à elles, une véritable avancée. Un progrès immense pour l'époque, les gens portaient d'ailleurs un regard admiratif sur ces constructions qui comportait tout le confort qui manquait dans les logements précédents. » A Marseille comme ailleurs, les erreurs sont visibles, mais, comme l'exprime Bernard Oliver, « la critique est facile, il faut voir les progrès que cela représentait à l'époque. En 1962, plus de cent mille pieds noirs sont arrivés*. Il a fallu construire en urgence où l'on pouvait. Bien sûr que je suis conscient que les logements sociaux sont plus nombreux à l'extérieur de la ville, mais cela n'a pas été fait de façon volontaire. L'objectif est de développer les transports, car, sans transport, il n'y a pas de communication. Les logements sociaux sont concentrés et les habitants n'ont pas les moyens de se déplacer du fait des problèmes de réseaux. » Le projet de rénovation urbaine est bel et bien entamé. Frais Vallon, La Castellane et bien



Bernard Oliver préside l'AR HLM.

d'autres vont faire l'objet de projets de rénovation avec, pour but, de recréer de l'emploi et de développer le bien-être social. « Les logements sociaux en France c'est 4,6 millions de personnes logées en France, 300 000 en région PACA. Le nombre de logements s'est largement amélioré avec la création de 12 600 biens supplémentaires en 2016. » La Métropole Marseille Provence œuvre également avec 5 300 logements grâce à la mobilisation des acteurs sociaux. Les besoins à analyser sont multiples. Il faut différencier les besoins de

« confort » et les vrais besoins qui sont urgents. Il y aurait, aujourd'hui, environ 2 000 dossiers de droit au logement opposable (Dalo). Ces dossiers sont déposés dans le cas où un ménage ou une personne seule a fait une demande depuis trois ans et qu'aucun bien correspondant à ses besoins ne lui a été proposé. A noter que le taux de rotation sur les Bouches-du-Rhône est de 6 %. Les délais de livraison dépendent, quant à eux, du constructeur. Si c'est un promoteur qui construit le délai, il est d'environ trois ans, alors que si les organismes HLM ont la maîtrise de l'ouvrage il faut compter cinq ans.

En effet, Bernard Oliver donne la raison de cette différence de délai à travers le fait que « le bailleur travaille sur la qualité, au service des concitoyens, dans la recherche architecturale et la construction durable ». Il ajoute que « les difficultés sont nombreuses et que les chiffres qui sont donnés regroupent aussi les personnes qui veulent un bien plus grand, qui souhaitent changer de ville ou de quartier, les divorces, les délocalisations. Toutes les personnes qui déposent un dossier ne sont pas sans logement ».

M.Q.

* A l'indépendance de l'Algérie les rapatriés, les Harkis, les pieds noirs sont arrivés en grand nombre dans le port de Marseille, en 1962.

Du 7 au 14 Juillet

53^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE CHATEAU-GOMBERT



♥ Folklore !

INFOS | RÉSERVATIONS

04 91 686 695

www.roudelet-felibren.com

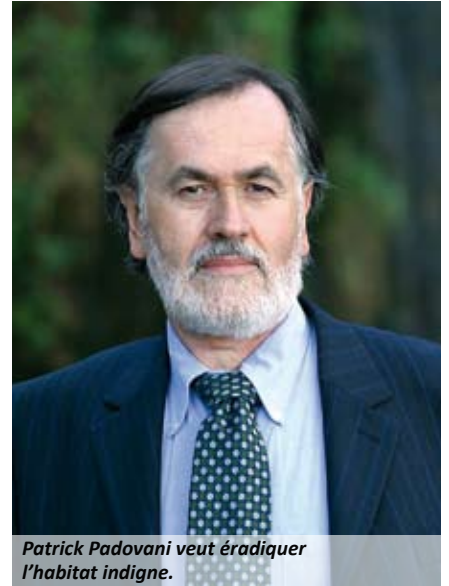


Conception : Céline Pleindoux - Production : Axprod - Crédit photo : © Flashon | Dreamstime.com



LOGEMENTS SOCIAUX À MARSEILLE : UNE SITUATION TENDUE

Le Dr Patrick Padovani, adjoint au maire, délégué à l'Hygiène et la Santé, aux Personnes Handicapées et Alzheimer, Sida, Toxicomanie, assume la présidence d'Habitat Marseille Provence. Il revient sur ses différentes fonctions avec les problématiques et innovations dans ces divers domaines. Entretien exclusif.



Patrick Padovani veut éradiquer l'habitat indigne.

Quelle est la situation du logement à Marseille dans les Bouches-du-Rhône ?

Il existe plusieurs façons d'aborder le logement à Marseille. Les logements sociaux ont, en moyenne, quarante ans de moyenne d'âge. Ils ont été construits à une époque où il fallait proposer beaucoup de logements en peu de temps. A l'époque, c'était une grande avancée pour le confort des gens. C'était une amélioration, une avancée technique, sociale et de bien-être important. Bien sûr, il faut, aujourd'hui, les réactualiser, les rénover. Il y a eu 14 plans ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) dont 7 ont impacté HPM (Habitat Provence Marseille). On estime qu'environ 40 000 logements à Marseille sont dans une situation de salubrité et habitabilité qui ne sont pas convenables, dont de nombreux logements de copropriété qui sont dégradés.

Quelles sont vos solutions ?

Ma délégation, en collaboration avec Arlette Fructus, adjointe au maire, déléguée aux Espaces Naturels, Parcs et Jardins, Développement Durable et Plan Climat, et Julien

Ruas, adjoint au maire délégué au Bataillon de marins-pompiers, Prévention et Gestion des risques urbains, suit un programme d'éradication de l'habitat indigne. Ceci dans le cadre de l'Etat avec l'égalité des chances, de la CAF et de la DREAL. Nous avançons notamment sur les copropriétés, pour lesquelles il y a un travail considérable avec la gestion des plaintes pour habitat indigne.

Quels est le rôle de la ville dans les problématiques de logement dans les Bouches-du-Rhône et plus particulièrement la métropole ?

La ville travaille à l'accès au logement, notamment avec l'existence, depuis dix ans, du chèque d'accompagnement au premier logement. De plus, la ville respecte au mieux les quotas de la loi SRU. Bien sûr, la ville perd de son action en tant qu'aide de l'état du fait de la création de la métropole. Jean-Claude Gaudin a, tout de même, exigé un avenant à la métropole qui stipule que les maires peuvent garder la gestion de leur PLU (Plans locaux d'urbanisme).

Quelle a été votre politique ?

Habitat Marseille Provence a 98 ans

d'existence. En 2009, lorsque j'ai pris la présidence de cet organisme, il était en difficulté financière, par rapport au plan de stratégie patrimonial, du fait des vieilles constructions, des impayés, du nombre de logements vacants... En ce reconcentrant sur Marseille, nous avons réussi à rétablir un certain équilibre. On a dégagé de notre patrimoine tout ce qui était à l'extérieur de Marseille. Aujourd'hui, Habitat Marseille Provence, c'est 350 salariés, 1 400 logements (dont 2/3 des bénéficiaires de logements sont les publics les plus précaires) et plus de 2 500 dossiers traités en 2016. Nous allons donc pouvoir recommencer à construire des logements dignes. A noter que, même si la quantité d'impayés est importante, nous ne sommes pas automatiquement encrés dans l'expulsion.

**Propos recueillis par
Boualem Aksil et la rédaction**



9,90€

Validité
2 ans



LA CARTE VISA PREPAYEE **RECHARGEABLE*** **EN ESPECES / CB / VIREMENT**

SANS COMPTE BANCAIRE / SANS VERIFICATION DE SOLVABILITE

**La carte qui s'utilise en toute confidentialité,
vous protège des fraudes éventuelles
et vous évite tout risque de découvert.**

ACCEPTÉE DANS LE RESEAU MONDIAL VISA
+ de 30 millions de commerçants et 1,2 millions de distributeurs automatiques



**CARTE ET RECHARGES EN VENTE
CHEZ VOTRE ■ BURALISTE / ■ PRESSE
▶ ET SUR www.trans-cash.fr ◀**

*selon Conditions Générales de Vente et d'Utilisation des cartes de paiement prépayées Transcash disponibles sur www.trans-cash.fr

L'IMMOBILIER À VISAGE HUMAIN

Si l'on osait demander aux agents immobiliers de se sentir concernés et de s'engager à travers une charte avec des valeurs humaines ? C'est là le sens de la démarche initiée par Jean-Pierre Seguinél. Explications.

Faire de l'immobilier autrement, tel est le pari de Jean-Pierre Seguinél, président de la société L'Immobilier Mutuel. L'idée est de créer un concept à travers lequel l'immobilier serait générateur de l'économie classique, mais également un diffuseur de valeurs

de l'Economie Sociale et Solidaire. En clair, une personne veut acheter un bien immobilier, elle se dirige alors en direction d'une agence immobilière qui va s'occuper de trouver le bien et de faire la transaction. Aujourd'hui, grâce à cette initiative, les clients vont pouvoir choisir leur agence, en participant à aider les seniors à vivre en toute indépendance. L'Immobilier Mutuel labellise une communauté d'acteurs de l'immobilier, sensible aux valeurs de l'Economie Sociale et Solidaire et qui ont fait le choix de respecter la charte de L'Immobilier Mutuel, qui garantit une certaine éthique à travers de engagements spécifiques. L'engagement principal est de contribuer financièrement à la concrétisation des projets solidaires portés par Immobilier Mutuel. Ce projet solidaire n'a aucune incidence sur les frais engagés par le client qui accède à la propriété. En effet, c'est l'agence immobilière qui s'engage à verser une cotisation qui ne peut être répercutée sur l'acheteur. « Le client va, en réalisant un projet personnel, participer à un projet solidaire », résume Jean-Pierre Seguinél.

Un label fédérateur

Il existe plusieurs facteurs qui ont menés à la réalisation de projet : Un facteur sociétal tout d'abord. Le logement est aujourd'hui une grande préoccupation dans l'esprit des français notamment avec la précarité et le vieillissement. Ensuite il y a le facteur santé. Il y a une prise conscience que la santé n'est pas quelque chose d'acquis, surtout en milieu rural. Selon Jean-Pierre Seguinél, la société civile n'a pas apporté de solutions. Il y a 16 millions de seniors aujourd'hui et une prévision de 20 millions pour 2030. Cela correspond à une augmentation de 25 % en dix ans.



Jean-Pierre Seguinél et son associé Georges Panagiotou veulent diffuser des valeurs.

La retraite moyenne des Français est de 1 072 € et le système non médicalisé d'accueil (ce sont les cas où les seniors peuvent vivre en autonomie) ne dispose que d'un nombre de logements compris entre 115 000 et 130 000 places.

Pour expliquer la genèse de ce projet, Jean-Pierre Seguinél explique qu'il a « travaillé au sein d'un réseau immobilier. Les agents immobiliers ont une mauvaise image alors que j'ai découvert des gens de valeurs parmi cette profession. Ils subissent une forte concurrence et il est difficile pour les clients de faire un choix dans la multitude d'agences existantes. De plus, un tiers des transactions aujourd'hui, se font de particulier à particulier, alors que la vente demande des connaissances juridiques et professionnelles propres à l'agent immobilier. Il faut savoir que cette profession a un taux d'opinion défavorable de 66 %. L'idée est de fédérer autour d'un label les professionnels de l'immobilier qui partagent les valeurs de notre communauté. Un tiers des cotisations sert à lutter contre le mal logement des seniors, ces personnes silencieuses, en difficulté. C'est une société de service animée par des valeurs éthiques, solidaires et sociales ».

Pour sa part, Georges Panagiotou, son associé, en charge du développement de ce concept, est en train de bâtir un partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'avec des structures spécialisées et reconnues dans le combat contre le mal logement. Le principe est donc d'inciter les clients à participer à ce projet en allant voir un agent immobilier agréé. L'agent redore son image et permet de lutter contre le mal logement chez les seniors. Cela crée aussi de l'emploi avec des réinsertions professionnelles dans les futures réalisations. Pour l'heure, onze agences ont décidé de se lancer dans cette initiative. L'objectif est de fédérer entre 7 et 10 % des agents en cinq ans, mais aussi d'étendre l'immobilier mutuel à d'autres professionnels de l'immobilier comme les promoteurs, les entreprises de BTP, les notaires.

Manon Quenehen

UN VILLAGE DE VACANCES

Située à quelques minutes de la gare Saint-Charles, l'ancienne maternité de la Belle de Mai est désormais le premier centre de vacances urbain de France. Un pari stratégique et un acte de solidarité qui souligne l'engagement du groupe Villages Clubs du Soleil pour le tourisme social et Marseille, sa ville d'origine.

« Nous réfléchissions depuis les années 80 au projet d'un village urbain qui portait comme nom de code Marseille sur mer », se rappelle Alex Nicola, le président du Directoire de Villages Clubs du Soleil, leader français des vacances familiales avec 21 sites dont 14 en montagne. Il fallait trouver le bon lieu et nous avons eu cette chance en croisant la route de Serge Pizzot, le président du Comité d'intérêt de quartier Belle de Mai. La visite du site nous a convaincu immédiatement de son potentiel et nous avons, ensuite, bénéficié d'un double soutien bienveillant pour financer ce projet exceptionnel de 13 M€ :

la ville de Marseille, propriétaire du site, nous a accordé un bail emphytéotique de 45 ans et la Caisse des Dépôts et Consignation participe à la pérennité du projet à travers la création d'une SCI et un investissement à hauteur de 2,5 M€.

Un projet architectural respectueux

Réalisée par l'agence Fradin Weck Architecture d'Aix-en-Provence avec une maîtrise d'œuvre et des entreprises régionales, la maternité historique de la Belle de Mai, qui a vu naître 150 000 Marseillais, est totalement métamorphosée. Seize mois

de travaux pour conserver l'âme de l'immense bâtiment tout en créant les services et les espaces nécessaires à sa nouvelle vie : 340 lits pour 125 chambres, restaurant de 300 couverts, bar-salon de 160 places, espace forme et bien-être, services et aires dédiées à l'accueil des familles et des enfants ou encore des espaces verts et une piscine extérieure chauffée... Le tout représente 7 000 m² de planchers réhabilités pour un coût moyen de 1 850 € le m².

« L'accueil est extraordinaire et le village a presque déjà atteint sa vitesse de croisière, se réjouit Hubert Mazella, le directeur du nouveau Village Belle de Mai. Le prix d'un sé-



À LA BELLE DE MAI



Une inauguration par Jean-Claude Gaudin, en présence de nombreux invités et élus, dont Lisette Narducci, maire du 2^e secteur, Dominique Vlasto, adjointe au maire délégué au Tourisme et présidente de l'Office de Tourisme, Laure-Agnès Caradec, présidente de l'agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise...

jour débute aux alentours de 55 € par jour, selon la période et le quotient familial des vacanciers et notre formule comprend tout : la pension complète, les animations, les excursions, un billet City Pass pour se déplacer dans Marseille et la mise en place de navettes pour rejoindre la gare Saint-Charles ou le tramway au Palais Longchamp. » A noter que pour assurer un remplissage tout au long de l'année, le site propose, également, une activité affaires avec des salons privatisables et une salle plénière de 150 places pour l'organisation de séminaire.

Un intérêt social et économique

Si la Belle de Mai symbolise la renaissance d'un lieu de vie dans un quartier populaire en pleine évolution, son lancement est avant tout stratégique pour les Villages Clubs du Soleil.

« Cette diversification urbaine est un enjeu majeur du tourisme social, qui représente environ 8 % de la profession », précise Alex Nicola. L'établissement est ouvert toute

l'année contre quatre mois en bord de mer et six mois en montagne et constitue pour nous la première pierre d'une orientation nouvelle afin de diversifier nos ressources et créer des emplois durables.

Un atout d'ailleurs développé par Jean-Claude Gaudin à l'inauguration. « C'est une grande satisfaction, car ce projet hôtelier porté par une société marseillaise est le résultat d'un partenariat réussi avec la ville de Marseille. Les retombées sont positives en matière d'embauche avec un premier

recrutement de 60 personnes grâce à un guichet unique de l'emploi mis en place, pour la première fois, par la Cité des Métiers et qui va se poursuivre avec le recrutement de 80 saisonniers. » Le concept inédit de centres de vacances en ville est clairement promis à un bel avenir. Prochaines ouvertures pour les Villages Clubs du Soleil ? Très probablement à Lille et Bordeaux avec, à chaque fois, la rénovation d'un bâtiment patrimonial de centre-ville.

Cyrille Maury



© Mathieu Parent

MICHEL ROUX : « LA SOCIÉTÉ CIVILE EST

Le Conseil de développement de la Métropole a été mis en place. Michel Roux, vice-président de la Métropole et Premier adjoint au maire de Salon-de-Provence, explique la nature de cette entité et les grands enjeux sur le territoire. Entretien exclusif.

Quelle va être l'utilité du Conseil de développement de la métropole Aix-Marseille-Provence, qui représente la Société Civile du notre territoire ?

L'existence du Conseil de développement est actée dans le cadre de la loi portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence. C'est un organe consultatif auprès de la gouvernance métropolitaine. Ce qui délimite et encadre l'action de la société civile que l'on pourrait résumer selon cette formule : la société civile propose et les élus disposent.

On est dans le même cadre qu'un conseil économique et social ou les comités citoyens voulus par la loi ANRU.

Ce n'est pas pour autant qu'il faut minimiser l'apport de la société civile dans la réflexion engagée par les élus qui eux, puisent leur légitimité par le vote. Mais les personnes réunies dans le Conseil de développement sont tout autant légitimes de par leur parcours professionnel, associatif (quel que soit le domaine d'intervention), syndical.

Au-delà des diagnostics proposés par les techniciens de la métropole, les agences d'urbanisme, les experts consultés, l'avis des habitants métropolitains est très important à prendre en compte car ceux-ci sont

confrontés tous les jours aux difficultés de déplacements, de trouver un emploi, du foncier pour permettre aux entreprises de s'installer dans une logique de développement cohérent, de protection de l'environnement, du cadre de vie, de la santé, du logement. Autant de domaines d'actions qui sont étroitement imbriqués.

Que deviennent les Conseils de développement qui existaient déjà dans les anciennes intercommunalités fusionnées dans la métropole ?

Ils ont joué un rôle important dans la connaissance, l'expertise et la vision qu'ils ont amené dans le cadre du développement de leur territoire respectif. Mais ils sont allés bien au-delà, car, depuis 2010, ils ont entamé une réflexion collective, à l'échelle métropolitaine, dans le cadre d'une coordination qui réunissait les conseils de développement du Pays d'Aix, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, de MPM et de l'ouest de l'étang de Berre (Pays de Martigues et Ouest Provence).



J'ai souhaité que ce travail ne soit pas oublié. Les sociétés civiles des territoires sont représentées dans un collège territorial qui représente la moitié des 180 membres du conseil de développement (aux côtés de 50 partenaires socio-économiques et de 40 personnalités qualifiées), ce qui tend à prouver que cette société civile territoriale a autant de légitimité que les deux autres collèges. Tout en respectant les identités de chaque territoire, il s'agit de passer à une autre échelle de réflexion, celle de la métropole. Il s'agit de mettre en scène la société civile au service du Projet Métropolitain,

Justement, vous êtes le vice-président délégué au Conseil de développement mais aussi au projet métropolitain. Quel est le lien ?

AU SERVICE DU PROJET MÉTROPOLITAIN »

Il est évident. Le Projet métropolitain est l'un des actes fondateurs de la Métropole car il appuie sa légitimité sur une vision transversale du développement de ce territoire métropolitain. La Métropole a déjà réfléchi et présenté deux documents tout aussi fondateurs (l'agenda de la mobilité et l'agenda du développement économique). D'autres sont à venir dans les domaines du logement (PLH) et de l'aménagement (Scot métropolitain). Le projet métropolitain doit donner une lecture transversale de notre action. Il s'agit de bâtir un projet global sur laquelle s'appuiera une stratégie d'envergure, ambitieuse, audacieuse. Nous aurons besoin là aussi, des avis et des propositions de la société civile qui est déjà associée à la réflexion. Des premières conclusions seront proposées à l'automne prochain s'agissant du projet métropolitain à la gouvernance d'Aix-Marseille-Provence.

La Métropole est là mais on sent encore quelques réticences ou suspicions ?

C'est logique notamment dans les territoires situés hors Marseille qui se sont développés ces dernières décennies pendant que Marseille peinait à financer son développement par manque de ressources financières et fiscales. La plupart des métropoles sont construites autour d'une ville-centre forte, elles sont mono-centriques. Ici, nous sommes dans une situation inverse. Cette métropole est polycentrique avec des villes et leur proche territoire qui se sont beaucoup développés.



Il faut mettre en musique tout cela en veillant bien à préserver les équilibres tout en mettant en évidence la nécessaire vision commune et surtout partagée d'un développement commun et harmonieux. Ce souci d'équilibre, le Président Jean-Claude Gaudin y veille particulièrement notamment en direction des 92 maires. Il faut le saluer car, in fine, ce sont les élus qui décident et eux seuls. La haute administration est là pour proposer des solutions, des idées mais ce

sont les élus qui sont seuls légitimes pour finaliser un consensus ambitieux. Le chantier est immense; certains dossiers prendront du temps mais le mouvement est enclenché. En 2020, il sera temps de réfléchir à une nouvelle étape notamment au niveau des relations entre le Département et la Métropole.

**Propos recueillis par
Boualem Aksil
et la rédaction**

LOÏC GARCHON À MI-MANDAT

Contraint entre l'étang de Berre et sa falaise, Vitrolles avance en s'appuyant sur deux piliers fondamentaux : une requalification durable de ses quartiers et la culture de la concertation pour gérer le quotidien des habitants. Bilan, projets et méthodes avec Loïc Garchon, maire de Vitrolles.



Comme pour de nombreuses municipalités, la première moitié de mandat de Loïc Garchon a été marquée par une situation économique compliquée sur fond de baisse drastique des dotations de l'Etat. La perte sèche a été de 8 M€ pour Vitrolles. D'où l'enjeu de se réorganiser afin d'assurer la pérennité du fonctionnement de la collectivité et de maintenir les investissements prévus. « Ce défi a été relevé avec un préalable non négociable : aucune agmentation d'impôt, précise Loïc Garchon. Le budget 2017 sera identique à celui des années précédentes. Nous avons retrouvé un équilibre satisfaisant par des efforts de gestion sur la masse salariale, qui a diminué de 5 % en deux ans, et sur nos frais de fonctionnement. »

Cet écueil surmonté, Vitrolles continue d'investir. « La ville a grandi trop vite avec de nombreux équipements datant des

années 70-80 en fin de vie qu'il s'agit de renouveler », explique Loïc Garchon. Après la rénovation urbaine du quartier des Pins et la création de la Médiathèque la Passerelle, ceux en cours concernent les voiries et notamment l'avenue de Marseille, livrée pour partie en 2017 et le reste en 2018. L'objectif est de transformer cette ancienne route départementale en un vrai boulevard en reprenant l'éclairage, les trottoirs et, surtout, l'écoulement des eaux du massif de l'Arbois. Ces travaux de recalibrage du pluvial sont colossaux avec un budget global de 15 M€, cofinancé à 70 % par la ville, le Conseil Départemental et la Métropole.

Des rythmes scolaires repensés

Côté renouvellement des équipements, la mairie a en perspective, d'ici la fin du mandat, la réhabilitation du Conservatoire de musique et de danse, la création d'une Maison des associations et la reconstruction d'un gymnase. Autre effort prioritaire : l'engagement de 2,8 M€ de travaux pour remettre en état ce qui a été détruit ou abîmé par le feu lors de l'incendie catastrophe d'août 2016. « Nous travaillons aussi à la reconquête paysagère des espaces de la ville en partenariat avec les associations du territoire, complète Loïc Garchon. En novembre, un reboisement du parc du Griffon sera engagé et nous menons une réflexion avec

les habitants pour imaginer sa future aire de jeu. »

Autre élément de fierté de ce début de mandat : la réorganisation des rythmes scolaires. « La loi nous amenant à revoir complètement notre système d'accueil des enfants, nous avons mis en place des activités périscolaires gratuites, souligne Loïc Garchon. Sur les 4 400 élèves de nos 15 groupes scolaires, elles concernent 80 % des écoliers en élémentaire et près de 70 % en maternelle. Cette réussite s'appuie sur une concertation avec les familles, menée en 2013 et 2014. Nous avons décidé d'allonger la matinée des classes d'une demi-heure et de consacrer une après-midi par semaine à ces activités périscolaires. En parallèle, nous avons également développé un service de garderie entre 16 et 18h. »

Une concertation participative efficace

« Nous sommes en train d'évoluer pour faire de ce processus participatif une véritable culture de gestion de nos activités, détaille Loïc Garchon. Les laboratoires d'expérimentation sont nos deux Conseils Citoyens, composé d'habitants tirés au sort ou volontaires. Nous y expérimentons des outils de concertation. C'est un processus long, mais nous avançons en marchant et, petit à petit, cette approche usager se déploie dans nos services, comme en témoigne l'obtention du Label Marianne de la



Les travaux en cours concernent les voiries, dont l'avenue de Marseille : l'objectif est de transformer cette ancienne route départementale en un vrai boulevard.

qualité d'accueil, attribué par un organisme certificateur indépendant. » A noter que cette recherche de transversalité et d'efficacité par projet est portée par une organisation resserrée des services administratifs avec, autour du Maire, une équipe de gestion rapprochée composé d'un directeur général et de 4 collaborateurs couvrant l'intégralité du champ de l'activité municipale.

Accompagner l'investissement privé

Après l'installation d'un cinéma multiplexe sur Vitrolles, qui a amené à repenser la politique de programmation du cinéma

municipal, l'un des grands enjeux à venir est clairement Vitrolles Cap Horizon. Situé près de la gare, ce projet global associe étroitement développement économique, aménagement urbain et mobilité avec, notamment, un accès à la gare ferroviaire et une liaison avec l'aéroport. Soutenu par le Pays d'Aix, la Région, le Département et la Métropole, les travaux démarrent actuellement et vont s'étendre sur les cinq ans à venir.

Si la question de l'habitat social ne se pose pas (il représente environ 33 %), la ville est en carence de logements en résidentiel locatif libre et primo-

accédants. « Vitrolles a très peu de foncier disponible ce qui implique la mutation de certains espaces en perte de vitesse », justifie Loïc Garchon.

Deux investissements privés d'envergure, pensés dans une démarche de développement durable vont sortir dans les mois qui viennent. Le promoteur Cogedim va, ainsi, réaliser des petits immeubles pour un total 468 logements sur une friche industrielle au bord de l'étang de Berre.

Ce projet urbain partenarial comprendra également des commerces et un équipement scolaire. A l'autre bout de la ville, Akerys Promotion va réaliser 250 logements sur une ancienne friche commerciale. Cela génère des inquiétudes de la part des riverains, mais c'est aussi l'opportunité de changer la donne et d'améliorer la qualité de vie en restructurant les quartiers et nous essayons d'être vigilant et équilibré.»

Depuis 2014, la mairie fait de l'agenda 21 sa manière de gouverner le territoire : sortir d'une logique sectorielle pour développer durablement tout Vitrolles en même temps.

Un dernier exemple ? La rénovation thermique massive des bâtiments. A la fin du mandat, presque 70 % du parc social sera remis aux normes thermiques, grâce au PRU et à l'implication très fortes des bailleurs sociaux tels Logis Méditerranée et 13 Habitat.

Cyrille Maury

La métropole doit rester centrée sur ses priorités

« Ce nouvel espace d'actions et d'interactions est encore en émergence. Les débats qui s'y tiennent ne sont pas encore à la hauteur des enjeux et le chemin est étroit entre les tentations centralistes ou isolationnistes de certains. Il y a, en effet, un risque de voir la Métropole s'éparpiller sur des compétences peu stratégiques, comme la gestion des piscines ou de la voirie. Ma préoccupation principale des trois ans qui viennent sera d'œuvrer pour qu'elle reste centrée sur ce pourquoi elle a été créée : gérer les grands enjeux tels l'économie, la mobilité et les aménagements, qui sont au cœur des préoccupations de Vitrolles. »

UN CHAUDRON CULTUREL SUR LE PORT-VIEUX

La dernière friche industrielle du centre ville sera bientôt métamorphosée. Cet automne, un splendide théâtre moderne, doté de deux salles, l'une de 500 places et l'autre de 100 places, sera érigé sur l'ancienne halle de la chaudronnerie des chantiers navals. Reportage.

C'est un chantier emblématique qui est en cours de réalisation sur la dernière parcelle à aménager de la ZAC de la Source du Pré. Plus encore, cela représente un véritable symbole pour la municipalité de La Ciotat qui a su fort intelligemment, depuis le début des années 2000, moderniser et réinventer la ville sans faire table rase du passé. La transformation de l'ancienne halle de la Chaudronnerie, le plus ancien bâtiment encore debout et en friche, en un théâtre moderne doit ainsi permettre aux Ciotadens de bénéficier d'un équipement culturel de qualité tout en préservant la mémoire industrielle des chantiers navals. « A l'origine, la Ville avait imaginé plusieurs projets. Mais compte-tenu de la hauteur de plafond, il s'avérait difficile de proposer un projet pertinent », explique Jean-Louis Tixier, adjoint au maire délégué au Patrimoine et à la Culture.

Un équipement approprié

Le théâtre du Golfe qui servait aussi bien aux tournées (théâtre, danse) qu'à la vie associative avait une capacité très limitée avec seulement 250 places. Mais, avec l'évolution de la population et le développement de la programmation culturelle, le nombre d'abonnés est passé de 30 à 600 en l'espace de quinze ans. « Le seuil était ainsi largement atteint et il y avait une frustration tout à fait légitime. Le public se précipitait et les

spectacles locomotives affichaient complet », confie Jean-Louis Tixier. L'ancienne salle Jean Graille qui datait de 1956 était devenue, au début des années 1990, le théâtre du Golfe et n'avait pas été depuis lors ni transformée ni agrandie. Aussi, la Ville souhaitait créer un équipement adapté pour répondre à la demande d'un large public venant de La Ciotat et même au-delà de la Ville. Elle a ainsi contribué à hauteur de 4,5 M€ sur fonds propres, le Conseil départemental apportant de son côté 5 M€ et le Conseil régional, quant à lui, 1,2 M€. Pourtant plusieurs options avaient été envisagées sur le site.

Un projet d'une médiathèque était prévu à l'origine puis ce fut le tour d'un casino. Le groupe Partouche qui souhaitait réaliser un tel équipement n'avait plus prévu de réaliser une salle de 1 000 places comme cela avait été envisagé initialement. Dès lors, un équipement pouvait alors être édifié. « Par un jeu de chaises musicales, le projet d'une médiathèque est alors arrêté et transposé sur deux sites, l'ancien hôpital et le théâtre Saint-Jacques », précise Jean-Louis Tixier. Ainsi le projet d'une médiathèque reçoit l'accord de la DRAC (Direction régionale des affaires culturelles) pour s'implanter sur les lieux choisis et le projet du théâtre de la chaudronnerie peut prendre place sur le plus ancien bâtiment des chantiers navals, un lieu symbolique pour la Ville.



Jean-Louis Tixier est adjoint délégué au Patrimoine et à la Culture, à La Ciotat.

La rénovation de l'espace a pour objectif de préserver l'aspect patrimonial du lieu, tout en répondant aux mieux aux différents besoins en termes d'équipement scénique et d'accueil du public.

Une large scène

Ainsi, la scène sera placée dans le sens de la largeur afin de disposer d'une ouverture de salle plus large. Le projet conçu par le cabinet d'architectes Duchier-Pietra qui a été retenu à l'issue d'un concours européen, a imaginé une extension à l'arrière du bâtiment de manière à obtenir la profondeur indispensable à une grande salle.

L'équipement sera composé d'une grande salle de 500 places complétée par une seconde salle multifonctionnelle de 100 places aux gradins modulables et amovibles et dédiée aux répétitions ainsi que d'une plateau artistique de 300 m² en mezzanine. « La salle principale sera appelée Michel Simon, en hommage au grand comédien qui a résidé à La Ciotat tandis que la plus petite, dédiée au jeune public, s'appellera Saint-Exupéry, en référence à l'écrivain qui a disparu au large du Parc des Calanques », confie l'élu.



Le théâtre de la Chaudronnerie ouvrira ses portes à l'automne.

La grande salle offre une jauge deux fois supérieure à celle du théâtre du Golfe avec un plateau qui donne lieu à la représentation de tout type de spectacles, aussi bien du théâtre, de la danse, de la musique, de l'art lyrique, de l'art du cirque. La petite salle permettra d'accueillir des répétitions d'artistes, des associations locales ou des représentations scolaires. L'insonorisation du théâtre a fait l'objet d'un soin particulier de manière à ce qu'il s'enserme harmonieusement dans le quartier de la Source du Pré. Le public sera accueilli sous un grand préau ouvert sur la ville où il sera possible de découvrir des expositions temporaires. Ainsi, le public pourra apprécier, dès cet automne, une exposition consacrée à Michel Simon. La ville possède, il est vrai, un fond, unique au monde, sur la vie et l'œuvre de cet immense comédien.

Une programmation variée

Il y a un an, la ville a fait le choix de confier la gestion de ce futur théâtre à une délégation de service public aguerrie. Il s'agit de la société S'Pass qui gère plusieurs salles le Silo à Marseille, Nikaïa à Nice ou encore la salle Pleyel à Paris. « Notre choix s'est porté sur ce délégataire car il nous a fait une proposition artistique et financière très intéressante », continue Jean-Louis Tixier. La programmation pluridisciplinaire

associant aussi bien toutes les formes d'art devrait largement séduire et même surprendre un public très éclectique. La municipalité nourrit l'espoir d'attirer un large public régional avec la capacité offerte par cet équipement. L'enjeu est essentiel : il s'agit de rendre le centre ville plus attractif. Aussi, en corollaire de cette opération menée avec brio par Jean-Louis Tixier et la direction des affaires culturelles, sous l'égide de sa talentueuse directrice, Hélène Fruchier, la ville a entrepris, à l'initiative de son maire de favoriser l'installation d'un hôtel Marriott, sur le front de mer, à proximité de la Chapelle des Pénitents bleus et de l'Eden. Les départs successifs de la gendarmerie, de la caserne des pompiers et du théâtre du Golfe ont ainsi permis cette implantation. Non

loin de là, l'îlot Saint-Jacques poursuit sa mue. Le théâtre Saint-Jacques va être transformé en conservatoire, l'ancien étant devenu trop exigü et vétuste. Ancien théâtre, puis cinéma, cette salle emblématique de la ville des Lumières va pouvoir offrir l'opportunité d'accueillir des classes de cours et des répétitions. « Il y aura de surcroît une passerelle entre la médiathèque et le conservatoire. « C'est un projet pour les deux prochaines années », précise l'élue. L'ensemble de ces projets revêt un caractère majeur pour la Ciotat, car, avec d'un côté du Port-Vieux, l'Eden, la Chapelle des Pénitents bleus et bientôt le conservatoire, et de l'autre le théâtre de la chaudronnerie, la ville se dote d'un véritable pôle culturel.

M.D.



UNE GALERIE VA ALIMENTER EN EAU CASSIS ET LA CIOTAT

La Métropole Aix-Marseille Provence a choisi de sortir une section du Canal de Marseille de l'emprise du tunnel ferroviaire en perçant une nouvelle galerie de 2 750 mètres. Le tunnelier Augustine qui perce cette galerie et- améliore ainsi l'accès à l'eau potable pour les communes de Cassis et la Ciotat a été inauguré le 3 février 2017, en présence de Loïc Thévenot, directeur des travaux souterrains Eiffage Génie civil, de Roland Giberti, vice-président délégué à l'assainissement. Explications.



Roland Giberti, maire de Gémenos et vice-président de la Métropole délégué à l'Eau et à l'Assainissement, Patrick Boré, maire de La Ciotat, Danièle Milon, maire de Cassis, aux côtés de Loïc Thévenot, directeur des travaux souterrains d'Eiffage.

Le territoire Est du département constitué par les communes de Cassis, Roquefort-la-Bédoule, La Ciotat et Ceyreste, est alimenté en eau par une branche du canal de Marseille appelée la dérivation de La Ciotat. Cette branche franchit le massif de Carpiagne par le souterrain du Mussuguet pour arriver à Cassis. La dérivation atteint finalement La Ciotat en franchissant le massif de la Couronne de Charlemagne en empruntant le tunnel de la SNCF des Janots vers La Ciotat. « Les ouvrages du canal existant dans le tunnel SNCF des Janots sont des ouvrages anciens, vétustes et difficilement exploitables. Afin de palier les multiples difficultés, une nouvelle galerie devait être réalisée », a expliqué Roland Giberti, maire de Gémenos et vice-président de la Métropole délégué à l'eau et à l'assainissement, lors de l'inauguration du chantier.

Une référence à Pagnol

Avec 135 mètres de long, le tunnelier appelé Augustine qui doit percer la galerie des Janots a, en fait, pour objectif d'améliorer l'accès à l'eau potable pour les communes de Cassis et La

Ciotat. C'est une tradition issue des mines : donner un prénom au tunnelier qui creuse les galeries souterraines. Ce tunnelier, construit tout spécialement pour percer le tunnel des Janots entre les villes de La Ciotat et de Cassis, a été baptisé du doux prénom « Augustine ». Une référence à Marcel Pagnol, auteur du « Château de ma mère », et dont la maman portait le prénom éponyme. Dans le roman autobiographique, la famille du petit Marcel arpente les rives du Canal de Marseille et c'est justement pour l'eau de ce même canal que ce tunnel va être percé. Jusqu'à maintenant la conduite du précieux fluide passait par le tunnel ferroviaire, mais la vétusté de l'ouvrage ne garantissant pas une étanchéité parfaite, la Métropole Aix-Marseille Provence a choisi de sortir cette section du Canal de Marseille de l'emprise du tunnel ferroviaire en perçant une nouvelle galerie. Le tunnelier est arrivé sur site en janvier 2017 et le percement d'une durée prévisionnelle de dix mois, s'étendra jusqu'à fin 2017. La conduite des travaux est assurée par Eiffage Génie civil, principale entreprise du chantier. La maîtrise d'ouvrage est assurée, quant à elle, par la métropole et la maîtrise d'œuvre par le cabinet Merlin.

La mission du tunnelier est de creuser 2 750 mètres de galeries entre La Ciotat et Cassis en parallèle du tunnel SNCF des Janots existant. L'enjeu est capital puisque les travaux d'aménagement de cette galerie vont permettre d'améliorer l'accès à l'eau potable pour Cassis et La Ciotat et de faire transiter un débit plus important.

Une économie de 500 m³ d'eau

« C'est une seule et même machine qui fait 3,50 mètres de haut, 135 mètres de long et 250 tonnes qui va travailler 24 heures sur 24 pendant près de dix mois pour assurer cette opération », explique Marc Dhiersat, directeur projet de cette opération dont le coût est de 27 M€ HT. « Ce tunnelier qui va broyer du calcaire opérera entre 15 et 180 mètres de profondeur », a stipulé Loïc Thèvenot, directeur des travaux souterrains d'Eiffage Génie civil. Economiser 500 m³ d'eau par an, c'est l'objectif du plan quinquennal de gestion de l'eau mis en place par la métropole. Il s'agit en fait d'assurer un apport d'eau suffisant correspondant aux besoins de chaque collectivité. « Suite aux études réalisées sur les pertes d'eau, on ne pouvait plus passer par la voie ferrée. On a décidé qu'il fallait creuser un tunnel pour l'approvisionnement d'eau car l'eau pourrait manquer si les communes de La Ciotat, Ceyreste et Saint-Cyr continuent à se développer », a confié Patrick Boré, maire de La Ciotat.

De son côté, Danièle Milon, maire de Cassis, a expliqué l'envergure de ce projet. « C'est un investissement de 55 M€ dont 11 M€ de l'Agence de l'Eau. C'est une belle réalisation qui a nécessité dix ans de réflexion et de travail pour une meilleure alimentation. L'eau est essentielle pour le développement des communes et le bien des citoyens dans le cadre de la mutualisation des services. La métropole prend alors tout son sens. »

Augustine a été mis en service en mars pour deux mois, puis suivra une année de raccordement au réseau et enfin la mise en état du site.

M.D.



MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE

BIPEZ

RESPIREZ

NOUVEAUX BUS 100% ÉLECTRIQUES

RTM

Vivez la ville en illimité

LONGUE VIE AUX DIMANCHES DE LA CANEBIÈRE !

Trois mois ont coulé depuis que les Dimanches de la Canebière ont été inaugurés, le 29 janvier, sous le regard des girafes clownesques de la compagnie Off. Désormais, ce rendez-vous mensuel, qui célèbre le charme intemporel de la Canebière, est devenu un des nouveaux rites des Marseillais.

Sabine Bernasconi fait l'éloge de l'initiative qui fête les 90 ans de l'artère marseillaise. Et voilà une bonne habitude : tous les derniers dimanches du mois, une pléthore d'activités artistiques et culturelles se déploie tout le long de cette épine dorsale d'un kilomètre, ravitaillée par un marché de producteurs aussi

pittoresque que varié. Du Vieux Port aux Réformés, la Canebière se transforme en vitrine artistique, animée par des balades urbaines, des installations numériques, des ateliers, des jeux, des performances et des concerts qui rassemblent les publics les plus variés.

« Tout le monde, tous les profils se retrouvent sur la Canebière ! » affirme Sabine Bernasconi, maire des I^{er} et VII^e arrondissements. Son ambition est claire : « retrouver l'identité du centre-ville, qui a toujours été nourri par la culture, l'histoire, le patrimoine ». Les Dimanches de la Canebière fonctionnent alors comme une caisse de résonance pour la production bouillonnante de la ville phocéenne.

La programmation, explique la maire, est « le résultat de la coordination des calendriers des événements culturels qui existent déjà à Marseille, mais qui choisissent la Canebière comme scène culturelle pour bénéficier d'une plus grande visibilité ». Car, parfois, en dehors des lieux institutionnels, « leur activité est méconnue » du grand public.

La manifestation a ainsi ouvert les bras notamment aux spectacles de la Biennale des Arts du Cirque et aux concerts de Mars en Baroque, dans une démarche de coopération culturelle « qui sort des cadres des plans formalisés ». Un travail d'équipe qui a réuni les institutions, les acteurs culturels et les habitants : « C'est une réussite collective certaine », déclare



Jean-Claude Gaudin, Martine Vassal et Sabine Bernasconi ont inauguré les Dimanches de la Canebière.

Sabine Bernasconi. « Un travail qui nécessite un grand esprit de collaboration et une grande ouverture de la part des partenaires, dont le principal est l'Université d'Aix-Marseille. Pour sa mise en œuvre opérationnelle, nous devons nous occuper de toutes les contraintes concernant l'espace public, à la fois sécu-

ritaires et logistiques. Chacun des intervenants participe à cela avec enthousiasme et envie de réussir pour cette artère mythique à laquelle les Marseillais restent très attachés. »

Au lendemain de la troisième édition, la maire tire un bilan très positif de la manifestation : une organisation « performante, bien menée et sans lourdeur », un taux de satisfaction très élevé parmi les cent acteurs culturels impliqués, une microéconomie profitable pour les commerçants du centre-ville... Et une affluence à la hauteur des attentes : pour chaque édition, « plus de trente mille personnes » se sont baladées dans la zone piétonne expressément aménagée pour l'occasion.

Pour les mois à venir, cette « promenade agrémentée de culture » nous réserve encore des surprises. Avec les beaux jours, les manifestations se décalent d'une heure (de 11 h à 18 h), pour ensuite se prolonger dans un after musical en terrasse, place Stalingrad. Quant à la programmation, si mars a mis à l'honneur la musique, « avril tournera autour de la danse », et les mois d'été, nous révèle la maire, seront foisonnants d'initiatives. Décembre mettra-t-il fin à cette belle aventure ? « Si les Marseillais continuent à apprécier cet événement », répond la maire, « il est possible qu'il s'installe et qu'il devienne régulier. Mon souhait, c'est que les Dimanches de la Canebière puissent être pérennisés. »

Chiara Forlani

PIERRE GUILLE : « LE MONDIAL LA MARSEILLAISE À PÉTANQUE EST UN ÉVÉNEMENT SPORTIF, CONVIVIAL ET POPULAIRE »

La 56^e édition du Mondial la Marseillaise à pétanque va se tenir à Marseille et à La Penne-sur-Huveaune du 2 au 7 juillet 2017. Avec 13 000 joueurs issus de 88 départements et 22 pays, le Mondial est le premier événement sportif du Sud de la France. Entretien exclusif avec Pierre Guille, son nouveau président.

Vous avez été élu à la tête de l'association organisatrice du Mondial. Quelle est votre équipe ?

Je préside depuis avril 2017 l'association avec, à mes côtés, au sein du bureau, Roland Villalonga, Karim Allouache et Maurice Caumel, respectivement vice-président, secrétaire général et trésorier. Il y a également trois autres membres dans le conseil d'administration ainsi que 26 responsables chargés d'opération et quelque 350 bénévoles.

C'est un véritable défi pour vous ?

Le Mondial est un événement extraordinaire à plus d'un titre. C'est en premier lieu un événement qui se déroule sur 29 sites à Marseille et à La Penne-sur-Huveaune avec 450 jeux au Parc Chanut et 350 au Parc Borely, tracés et sablés. Une des difficultés majeures réside dans la recherche de terrains susceptibles d'accueillir des parties. En tout, c'est cela représente l'équivalent de 40 km de terrains de jeux !

C'est aussi une grande fête ?

Avec 13 000 à 14 000 joueurs, le Mondial est avant tout une grande fête populaire, conviviale et familiale. Ce sont plus de 150 000 spectateurs venant de 88 départements et 22 pays. Cette année, la Grèce fera son entrée pour la première fois. C'est aussi une fête gratuite pour tous les participants.

C'est aussi un événement très médiatique et très médiatisé. Quelles sont les nouveautés de cette édition ?

Un contrat de partenariat a été signé pour deux ans avec France 3 national. Le Mondial sera animé cette année par Guillaume Claret et Marie-Laure Augry et c'est Nathalie Simon qui lui



succèdera l'an prochain. Cette année, le réseau Radio France est partenaire avec France Info et France Bleu, une double force de frappe nationale et locale pour relayer l'information.

Comment va se dérouler cette édition ?

Il y aura une soirée d'ouverture le samedi 1er juillet avec un grand concert au Parc borély. Le lendemain, le Mondial débutera à 9h30 avec des bandas, puis à 14h30 avec le trophée des étoiles avec de nombreuses personnalités comme Tex, Christophe Alevêque, Patrick Bosso, Florent Manaudou, Adriana Karembeu et bien d'autres. Après cinq jours de compétition, les finales se dérouleront le vendredi 7 juillet. Comme l'an dernier, l'événement durera six jours.

La pétanque est un sport très prisé. N'est-ce pas un atout ?

C'est un sport pratiqué dans 117 pays. Il y a dix millions de pratiquants et 400 000 licenciés en France. La Fédération Française de pétanque est la 11^e fédération française. C'est surtout le seul sport qui a été inventé dans la région. C'est donc un porte-étendard.

Vous allez donner une dimension plus populaire encore. Comment ?

La famille Pagnol s'est rapprochée du Mondial pour créer un prix Marcel Pagnol, la personnalité la plus emblématique de la Provence. Un prix décerné par la Fédération Française et la Fédération Internationale de pétanque et de jeu provençal sera décerné par Nicolas Pagnol au département et au pays qui font le plus pour la pétanque.

Le Mondial, c'est aussi une fête pour les habitants et pour les entreprises. Expliquez-nous cela ?

Grâce à 13 Habitat, des parties ont été mises en place dans les résidences pour les bailleurs sociaux. Pendant le mondial, un challenge des entreprises est organisé pour les membres allant le plus loin et pour les entreprises bénéficiant du plus grand nombre de participants.

Le Mondial a reçu cette année le label légende. Vous devez être fier ?

Nous sommes très fiers d'avoir reçu ce label, la plus haute distinction sportive, dans le cadre de Marseille capitale européenne du sport. Nous labelisons à notre tour, deux manifestations, le 29 juin le Berceau de la Pétanque, au boulodrome Jules Le Noir, à La Ciotat et, en septembre, un concours des Consuls.

Le Mondial n'oublie pas, pour autant, son rôle social ?

Nous avons une action sociale en recevant des enfants handicapés, des personnes en situation difficile en relation avec le Conseil départemental et d'autres partenaires. C'est aussi cela l'esprit du Mondial.

**Propos recueillis par
M.D.**

REDONNER LE SOURIRE AUX SALARIÉS

Chaque jour, de nombreuses études rappellent le rôle prépondérant du bien-être et de la santé des collaborateurs pour la bonne marche de l'entreprise, tant sur le plan organisationnel qu'en matière de performance économique.

La pratique du sport-santé en entreprise et la prévention santé contribuent au bien-être des salariés et à l'amélioration de leur performance et représentent des enjeux économiques et sociaux essentiels pour les entreprises. L'association «Sourire au travail» s'est fixée pour objectif principal de redonner le sourire aux salariés des entreprises. La démarche s'appuie sur le bien-être au travail et la santé bucco-dentaire.

En effet, la pratique régulière du sport-santé et une bonne santé bucco-dentaire permettent la prévention de différentes pathologies comme le surpoids, le stress, les douleurs physiques, le burn-out, une mauvaise communication ou encore le mal être. Comment cette association intervient-elle dans les entreprises ? Avec de la prévention pour informer sur les risques professionnels et les besoins de santé

mais aussi sur l'esthétique et l'optimisation des mutuelles. Cette forme de management a déjà fait ses preuves et de plus en plus d'entreprises l'appliquent au quotidien.

M.D.



EN JOURNÉE EUROPÉENNE SUR LA MÉDIATION POUR L'INCLUSION SOCIALE

L'équipe de Marseille + Le Mag est allé à la rencontre de Pierre PEREZ, Directeur Général de l'association A.M.S., qui organise très prochainement un colloque européen sur la médiation pour l'inclusion sociale, avec de nombreux acteurs européens de la médiation sociale.

Pourquoi un colloque à dimension européenne ?

Depuis les années 2000, la médiation sociale s'est consolidée au niveau européen. Notre secteur d'activité apparaît comme un des rouages de l'action sociale pour revitaliser la citoyenneté dans les quartiers, les espaces publics et les écoles en décloisonnant les questions sociales, éducatives et sécuritaires, habituellement traitées séparément. Elle gagne sa légitimité au quotidien dans de multiples espaces de vie sociale.

Quel est l'intérêt pour votre association ?

Depuis sa création, l'association A.M.S. s'inscrit dans une dynamique de professionnalisation et d'expérimentation de pratiques de médiation sociale. Après avoir entendu le message de Jean-Pierre DELEVOYE, ancien médiateur de la république, situant la médiation comme une pratique centrale pour répondre aux enjeux sociétaux d'aujourd'hui,

en avril 2017, j'ai participé à la première Journée Européenne sur la Médiation pour l'Inclusion Sociale, à Séville. Au retour, et après avoir beaucoup échangé avec les responsables de cette manifestation, comme André Moizan (Président de l'Association CreE.A.), j'ai proposé d'organiser une journée partenariale et européenne similaire, durant la Foire Internationale de Marseille.

Ce nouveau partenariat permettra aux médiateurs d'élargir leurs champs de compétences et d'échanger avec des acteurs européens. Cela va favoriser l'accueil et l'échange de pratiques en réfléchissant sur le sujet de la médiation pour l'inclusion sociale.

Quand cette manifestation se déroulera-t-elle ?

Nous avons prévu la journée Mercredi 27 Septembre 2017, dans l'Amphithéâtre Callelongue au Palais des Congrès.

A cette occasion, nous accueillerons plusieurs responsables européens en collaboration avec les associations impliquées dans ce projet : Association CreE.A., Promévil, ...

LA JOURNÉE EUROPÉENNE SUR LA MÉDIATION POUR L'INCLUSION SOCIALE

MERCREDI 27 SEPTEMBRE 2017
À PARTIR DE 10H00,
PALAIS DES CONGRÈS
SALLE CALLELONGUE
PARC CHANOT, MARSEILLE.

Erasmus+



UN DEMI-SIÈCLE DE PHOTOGRAPHIES

Amoureux de sa ville, Gérard Detaille, photographe, galériste et élu délégué à la Culture des VI^e et VIII^e arrondissements, a choisi de présenter une exposition appelée « Métamorphoses Joliette et Cie », consacrée au quartier de la Joliette au sein des Docks Village. Elle retrace l'évolution de ce quartier d'affaires conjugué au travail remarquable de ce photographe depuis cinquante années au service de sa ville.



Jean-Claude Gaudin a inauguré l'exposition, aux côtés de Gérard Detaille, Laure-Agnès Caradec et Anne-Marie d'Estienne d'Orves.



Ancien quartier portuaire symbolique de l'âme ouvrière de la ville, la Joliette s'est transformée au cours des années. Son histoire a marqué le photographe Gérard Detaille qui a souhaité fixer son objectif sur l'urbanisme de ce pan de la ville avec une superbe exposition intitulée « Métamorphoses Joliette et Cie », présentée au Docks Village. « Le thème choisi offre un regard à la fois sur l'histoire et les mutations de la Ville », a souligné le sénateur maire Jean-Claude Gaudin, lors du vernissage de cette exposition. Le titre est représentatif puisque

il y a vingt-deux ans que le projet Euroméditerranée a été lancé avec une rénovation urbaine sur 480 hectares. Aujourd'hui, ce chantier est considéré comme un franc succès. « La Joliette est une des grandes réussites de Marseille. Il y a, à présent, des joyaux comme les Docks, bâtiment qui a fait l'objet de plusieurs transformations et qui a été récompensé par le titre de meilleur centre commercial au monde, lors des MIPIM Awards à Cannes en 2016 », a confié Yves Moraine, maire des VI^e et VIII^e arrondissements où Gérard Detaille occupe un siège

d'élu à la Culture. Au fil du temps, l'ancienne gare maritime et la passerelle, détruites en 1998, ont laissé place aux bureaux d'affaires, centres commerciaux et immeubles résidentiels. « Les Marseillais peuvent désormais vivre leur ville en ayant l'opportunité de pouvoir se balader, admirer le soleil couchant depuis les quais », a souligné Gérard Detaille qui a toujours désiré confronter son point de vue de photographe, témoin du réel, à celui de l'acteur engagé. « Ce regard est exceptionnel, car il est le témoignage mais aussi le reflet de l'implication de l'artiste dans la vie de la cité », a confié Jean-Claude Gaudin.

Une palette de supports

L'exposition, qui a été présentée en présence de nombreuses personnalités, parmi lesquelles Martine Vassal, présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, et Laure-Agnès Caradec, présidente d'Euroméditerranée, a rassemblé des photos anciennes (fin du XIX^e siècle) qui sont issues des archives photographiques familiales et de diverses collections privées, ainsi que de plus de cent quarante photos récentes mettant en exergue l'évolution de la ville dans un périmètre qui comprend la Joliette, le Quai du Port, le Mucem, la rue de la République, le Silo, comme représentatifs de la transformation de Marseille, avec notamment une vision de l'activité portuaire et des grands chantiers. Elle présente ainsi un savant mélange de prise de vues aériennes et du sol, de petits et de grands formats, de techniques numérique et argentique, de supports plaque de verre et celluloïd, de fichiers numériques qui offrent une traversée de l'histoire de la photographie et de ses techniques, en parallèle de l'histoire de Marseille et de sa métamorphose.

M.D.

LA MUSIQUE CLASSIQUE ACCESSIBLE AU GRAND PUBLIC !

Un concert exceptionnel, orchestré par Jacques Chalmeau, s'est déroulé cet hiver dans la célèbre salle du Palais du Pharo à Marseille.

Jacques Chalmeau dirige l'Orchestre Philharmonique du Pays d'Aix (OPPA) dans le cadre d'une mission de service public : son objectif est de porter la musique partout où cela est possible sur le territoire de la communauté du Pays d'Aix (CPA). Cela ne suffisant pas à répondre aux sollicitations venant de communes plus lointaines voire même de l'étranger, il a créé la Philharmonie Provence Méditerranée, afin de donner une autre dimension à leur travail. Il a ensuite conclu un partenariat avec l'Orchestre Philharmonique du Pays d'Aix Junior (OPPAJ) et passé une convention avec l'association «Saison Kairo», pour que les meilleurs éléments de L'OPPAJ puissent intégrer l'Académie Philharmonique.

Aujourd'hui, juniors et professionnels forment un ensemble pour notre plus grand plaisir ! Auparavant, ils ont donné un concert fabuleux dans l'auditorium du Palais du Pharo. Soixante-dix musiciens étaient sur scène afin de présenter « La symphonie du nouveau monde » d'Antonín Leopold Dvořák, ainsi que quelques-unes de ses

« Danses slaves ». « La symphonie du nouveau monde », interprétée en intégralité par ces 16 musiciens juniors et ces 54 musiciens professionnels, représente l'Amérique. En effet, Antonín Dvořák, originaire de Prague, a vécu pendant quatre ans à New-York. Il fut émerveillé par les Etats-Unis et son hétéroclisme.

Ce pays lui a donc inspiré une sorte d'espéranto musical en utilisant les thèmes des différentes nationalités présentes sur ce territoire.

Cette symphonie n'était d'ailleurs pas inconnue à nos oreilles. Les « Danses slaves », quant à elles, constituent un cycle de danse, conseillé par un mentor qui n'était autre que Johannes Brahms. Elles sont inspirées de thèmes d'Europe centrale. Ce choix correspond tout à fait à la ligne de pensée de Jacques Chalmeau, chef d'orchestre émérite, dont l'objectif principal est de rendre accessible la musique classique à tous et la faire découvrir aux primo-accédant.

M.Q.



LA MOLINE FAIT BATTRE LE TEMPO

Nouvelle scène, nouvelle implantation, artistes de renom, tout est fait pour vous faire vivre un festival de la Moline inoubliable ! « Le tout sous un beau soleil d'été et dans le cadre privilégié du Parc de la Moline que nous transformons en véritable scène marseillaise », assure Didier Zanini, adjoint au maire délégué à la Culture des XI^e et XII^e arrondissements de Marseille. Toutes les soirées sont gratuites en entrée libre. Sans oublier la restauration proposée sur place avec des food trucks variés qui raviront les papilles des petits et des grands.

Chacune des six soirées sera différente mais le point d'orgue du festival sera manifestement la soirée jazz, une soirée labellisée « Marseille Jazz des cinq continents ». Pour Didier Zanini, C'est un univers sonore dans lequel sont traduites les pensées et les émotions. La première partie fera la part belle à un ensemble surprenant appelé « Les impatients du jazz ». C'est un ensemble composé de personnel et de patients du Centre hospitalier Valvert, sous la direction de Fred Pichot, dans lequel chacun partage son amour de la musique en jouant d'un instrument ou de la voix et se fédère autour d'un projet commun.

La seconde partie mettra à l'honneur la diva de la soul China Moses. Cette artiste a baigné dès sa plus tendre enfance dans le milieu artistique. Fille de Dee Dee Bridgewater et du metteur en scène Gilbert Moses, elle a dans ses gènes une maîtrise innée du tempo. Elle a sorti son premier single dès l'âge de 16 ans, et s'est imposée par la suite comme une référence de la scène hexagonale du R'n'B. Elle coprésente et chante pour le premier International Jazz Day à Paris à l'Unesco en 2012 où elle se produit régulièrement. Elle est également à l'origine d'un documentaire sur la première et la seconde

Le Festival des Musicales de la Moline va encore une fois surprendre du 30 juin au 4 juillet avec une programmation de belle facture. Cette année, un menu détonnant a été concocté avec deux soirées labellisées « Marseille Jazz des cinq continents » et la venue de la belle diva China Moses.



Fille de Dee Dee Bridgewater et du metteur en scène Gilbert Moses, China Moses a sorti son premier single à 16 ans.

édition du festival International Jazz Day à Paris en 2013. La même année, elle est conviée à participer au Young Leaders Program de la French

American Foundation. Pour cette soirée à Marseille, elle va enchanter ses admirateurs.

M.D.

LE PROGRAMME

• 30 juin - Soirée opéra classique

19h : Tornade musicale

21h : le Rondo di Cello

• 1^{er} juillet - Soirée Latino

19h : Dos amigos & co

21h : Gitano Family

• 2 juillet - Soirée des voix

18h30 : Les voix de Phocée

20h : L'Association des Interprètes Lyriques
Marseille Provence

• 3 juillet - Soirée Jazz

20h : Les impatients du jazz

21h : China Moses

• 4 juillet - Soirée Electro Funk

20h : I Mean Funk Power

21h : Electro Deluxe

• 5 juillet - Soirée de la Mairie

18h30 : The Blues Brothers Tribute

Parc de la Moline - 27 bd Marius-Richard
- 13012 Marseille - Tél. : 04.91.14.62.39

Philippe Savinel au conseil de surveillance de la Société Marseillaise de Crédit



La Société Marseillaise de Crédit a procédé à la nomination de Philippe Savinel en tant que membre du Conseil de Surveillance de la Banque, lors de son Assemblée Générale réunie le 12 mai dernier au siège de la SMC, sous la présidence de Philippe Aymerich, directeur général du groupe Crédit du Nord et président du conseil de surveillance de la SMC, et de Bruno Deschamp, président du directoire de la SMC.

Philippe Savinel est président-directeur général de Ricard, Lillet et Pernod. Il est par ailleurs, entre autres fonctions, conseiller de la Banque de France et membre du conseil de surveillance de l'Aéroport Marseille-Provence.

Au sein du conseil de surveillance de la SMC, il rejoint notamment Stephan Brousse, PDG de Brousse et Vergez et ancien président de l'UPE 13 et du Medef Paca, Françoise Nyssen, présidente des éditions Actes Sud à Arles, Laurence Freche, directeur général de Freche Location, et Valérie Rousselle, propriétaire du domaine viticole Château Roubine.

Cette nomination s'inscrit dans la stratégie de la Société Marseillaise de Crédit de s'entourer de chefs d'entreprise représentatifs du monde économique régional et confirme son positionnement de banque régionale engagée sur ses territoires.

A propos de la Société Marseillaise de Crédit

Fondée en 1865 à Marseille, la Société Marseillaise de Crédit offre à plus de 377 000 clients la proximité d'une grande banque régionale grâce à ses 1 416 collaborateurs et à son réseau de 159 agences regroupées en 15 directions régionales réparties sur tout le pourtour méditerranéen.

Dans le cadre d'une relation personnalisée et par des conseils de qualité, elle propose aux particuliers, professionnels et aux PME régionales une gamme complète de produits et services en matière de placements, crédits et gestion de flux. Si par son activité, la Société Marseillaise de Crédit accompagne naturellement l'économie locale, elle s'engage également aux côtés de toutes les initiatives prises dans des domaines complémentaires et porteuses d'efficacité économique pour son territoire.

La Société Marseillaise de Crédit est filiale à 100 % du Groupe Crédit du Nord.

DOMINIQUE PERRON : LA TAUROMACHIE EST UN « ART » !



Dominique Perron, président de « l'Union des Clubs Taurins Paul Ricard », considère la tauromachie comme un art. Souvent critiquée, cette coutume apour lui un caractère religieux. Entretien exclusif.

Quelle est l'action de Paul Ricard dans la tauromachie ?

Capitaine d'Industrie passionné et passionnant, M. Paul Ricard voulait rendre hommage à ce patrimoine culturel et écologique qui a bercé son enfance : la Provence et la Camargue. Elevage de chevaux de race Camargue, taureaux camarguais, course camarguaise, fêtes votives animent toute l'année le Sud-Est de la France. L'Union des Clubs Taurins Paul Ricard est la plus grande association taurine d'Europe, elle est composée en 2017 de 389 Clubs et 16 000 membres. Nous sommes dans le monde associatif, un monde de contacts, de passion, d'amitié et de convivialité. L'UCTPR est une association qui regroupe toutes les tauromachies françaises dans le grand Sud de la France. La course camarguaise, la course landaise et la corrida, mais c'est également soutenir la culture et les traditions, tout ce qui fait la richesse de notre patrimoine régional. Mais nous avons aussi des Clubs à Paris, Saint-Brieuc, Mulhouse, Lille, Madrid et Bruxelles...

Quel est le programme de cette année ?

La saison (temporada pour les aficionados) commence début mars pour se terminer début novembre. En course camarguaise comme en course landaise, l'animal, dont les propriétaires (manadiers) sont à ses petits soins, effectue des carrières de plusieurs années. Et c'est à l'âge de 14 ou 15 ans qu'il abandonne l'arène pour finir ses jours tranquillement au pâturage. Si j'ai un souhait à émettre, c'est que nous maintenions nos traditions afin de vivre sereinement notre passion du toro et tout ce qui va avec : la fête, la convivialité, l'amitié entre personnes unies par cette fraternité chaleureuse qui caractérise le Sud de la France et que nous souhaitons faire découvrir et partager à tous ceux qui auraient envie de nous rejoindre.

Quel est votre parcours ?

J'ai fêté le 9 mars 2017 mes 36 ans d'ancienneté dans cette exceptionnelle entreprise qu'est Ricard. Après avoir été cadre commercial en Touraine et Pays de Loire, en Bretagne et Normandie, en Bourgogne et Franche-Comté, je suis arrivé à Marseille à la direction nationale des ventes il y a 22 ans. Je suis aficionado depuis cette date grâce à des amis marseillais qui m'ont fait découvrir la tauromachie sur Arles, Nîmes... En 2003, après avoir été directeur national des ventes hors domicile, j'ai été nommé directeur des relations publiques et président d'une association créée il y a 62 ans par Paul Ricard, « l'Union des Clubs Taurins Paul Ricard ».

Qu'est-ce que la tauromachie ?

La tauromachie, et plus particulièrement la corrida est un art et, à ce titre, c'est une culture. Une approche ésotérique est nécessaire, c'est-à-dire qu'il faut apprendre, découvrir. Il est fortement conseillé de découvrir la corrida avec une personne qui vous explique la multitude de détails dans une faena de quinze minutes. Rien n'est fait au hasard, tout est programmé, à la minute et au millimètre près, sinon c'est l'accident, le drame. Trois maestro sont décédés dans l'arène en 2016. Une

faena est une œuvre d'art spontanée et éphémère, vous ne verrez jamais dans votre vie deux fois la même corrida. Même si c'est le même maestro, le même élevage de toro, dans la même arène. Il y a quelque chose de religieux dans la corrida, c'est le combat de la vie et de la mort. Le combat de l'intelligence contre la force, la mort est omniprésente. Chaque arène de première catégorie dans le monde entier possède sa chapelle. A ce titre, je pense que la tauromachie est un art ancestral qui véhicule certaines valeurs de l'humanité. Nous, aficionados, nous pouvons très bien concevoir que l'on puisse ne pas aimer cette passion, qui remonte à la nuit des temps, alors il suffit de ne pas y aller.

Il existe plusieurs formes de tauromachie. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Les trois tauromachies ont un point commun : celui de l'engagement physique et moral. C'est le monde de l'effort, du travail et de la volonté d'atteindre la perfection, l'excellence, dans des disciplines différentes certes, mais qui sont toutes reliées à une passion commune : l'amour, la passion du toro et ce rapport ancestral entre la puissance et la domination de l'adversaire.

**Propos recueillis par
Boualem Aksil et la rédaction**

LA CRÈME DU JAZZ DANS LA CITÉ PHOCÉENNE

La 18^e édition du Festival Jazz des Cinq continents va se dérouler au palais Longchamp et dans plusieurs lieux de la ville en juillet. Ce sera un festival éblouissant par la qualité et la diversité des artistes mais également par l'ambiance exceptionnelle et conviviale de cette manifestation très prisée par les nombreux amateurs.

Marseille Jazz des Cinq Continents accueillera du 19 au 29 Juillet 2017 le Jazz de la planète. Venez dégourdir vos oreilles et faire bruir vos émotions dans les concerts du Marseille Jazz. Une programmation éclatante, cette année où résonneront les sons de l'Amérique. Outre les Jardins du Palais Longchamp, la Friche de la Belle de Mai, le Théâtre Silvain, le Mucem ou encore d'autres lieux comme le Parc de la Moline avec China Moses seront les théâtres de concerts sensationnels. Ce sera une traversée du continent, du nord au sud, de l'est à l'ouest avec un jazz d'aujourd'hui et de demain. Avec plus de 130 musiciens dans les plus beaux lieux de la ville, Marseille est décidément une destination jazz.

Premiers artistes révélés de l'année 2017, le retour tant attendu de la voix si douce de Norah Jones et la dernière production du nouveau parrain de la musique cubaine,

Roberto Fonseca. N'oublions pas de mentionner, entre autres, la virtuose et délicieuse Anna Popovic, la nouvelle génération avec Imany et deux pointures, Herbie Hancock et le talentueux George Benson avec ses rythmes dansants « On Broadway » ou encore « Give me the night ». C'est aussi une multitude rendez-vous gratuits dans tous les axes forts de la ville, l'Alcazar avec l'Alcajazz, des before dans des hôtels proches du festival avec des concerts pour une entrée en matière et le simple plaisir de partager. Ce seront également des rendez-vous sur l'aire métropolitaine à Aubagne, Aix-en-Provence, Salon-de-Provence. Cette édition sera marquée également par la signature d'une convention entre le festival et AMU pour un workshop sous la direction du trompettiste Nicolas Folmer. Cet été, la cité phocéenne vibrera encore au son du jazz.

M.D.



Norah Jones



George Benson

© Jim Hagopian



Ana Popovic

© Mark Goodman

GÉRARD FERRER, LE GITAN MARSEILLAIS

Passionné de musique depuis toujours, une guitare offerte par son père lors de ses quatre ans, Gérard Ferrer est aujourd'hui considéré comme un artiste incontournable de la chanson au rythme de la musique gitane.

Rencontre avec ce musicien aux influences diverses.



Depuis quand êtes-vous dans la musique ?

Depuis toujours. J'ai commencé en amateur à l'âge de 14 ans. A 17 ans, je suis devenu professionnel avec le groupe « El Chato », médiatisé grâce à l'émission « La classe » sur FR 3 de 1987 à 1993. J'ai ensuite eu la chance de faire des tournées en France, ainsi qu'à l'international. En 1992, j'ai pris le nom de scène de « Alma Ritano », au moment de l'exposition universelle qui avait lieu en Espagne.

Pourquoi ce choix de carrière ?

Mon père m'a fait une piqûre de musique en m'offrant une guitare alors que je ne devais avoir que 4 ou 5 ans. Depuis tout petit, je baigne donc dans ce milieu, avec les rythmes propres à la musique gitane.

Quels ont été les plus grands moments de votre carrière ?

Au début des années 90, la reprise de « La Mama » de Charles Aznavour a été un succès médiatique immédiat. A partir de ce moment, j'ai été invité dans toutes les émissions télévisées (Sacrée Soirée, Stars 90...) et programmé sur de nombreuses radios (Europe 1, RTL, Nostalgie, Sud Radio...). J'ai ensuite fait

la première partie de Cher au Zénith de Paris avec pour seul accompagnement ma guitare. Le rêve a continué avec une tournée européenne avec le groupe (Belgique, Allemagne, Hollande...). Puis j'ai pu monter une deuxième fois sur la scène du Zénith de Paris pour la première partie de Chris de Burg. J'ai alors adapté les plus grands hits français en espagnol ainsi qu'un titre de Stevie Wonder : « Another Star ». J'ai également fait la première partie de Madonna « The Girlie Show » pendant trois soirs à Bercy. Les années suivantes seront faites de rencontres, de voyages et de concerts. Deux des moments les plus impressionnants de ma carrière ont été le concert aux pieds des pyramides, au Caire, en première partie de Sting devant plus de 300 000 personnes, ainsi que ma participation à la manifestation pour la paix dans le monde, à Dubaï, en présence de la Princesse Rania, du Roi de Jordanie et de Bill Clinton, entre autres.

Quelles sont vos influences ?

A l'âge de 14 ans, je jouais plutôt de la variété, du rock, du funk, de la bossa nova. Etant gitan français, je trouvais cela important de chanter en français. J'ai eu l'occasion d'adapter des chansons

d'artistes très différents comme Jacques Brel, Edith Piaf ou encore Aznavour. J'ai repris leurs chansons, sans changer les paroles, uniquement en les adaptant à un rythme gitan. J'ai aussi eu l'occasion d'adapter du Barry White. Mon objectif est de chanter les œuvres qui ont bercé mes années, au fur et à mesure du temps, en fonction des périodes de ma vie.

Vous allez faire un partenariat avec Marseille Plus, pouvez-vous développer ?

Je suis assez chauvin, amoureux de Marseille. Mon surnom est le « Gitan marseillais », donc j'ai été très touché par cette action qui touche directement notre ville. Ma famille est marseillaise depuis quatre générations.

Quels sont vos projets ?

Je viens de sortir le DVD du concert que j'ai donné au Silo et il y a aussi mon dernier album, « Libre ». J'ai pour projet de faire deux clips sur deux titres de cet album dans un futur proche. J'ai aussi une tournée internationale prévue dans des villes comme Bruxelles ou encore Beyrouth.

**Propos recueillis par
Boualem Aksil**

TOURSKY ET BADABOUM : FINANCER UN RÊVE

Après la visite de Martine Vassal, quels espoirs pour ces deux théâtres en difficulté ?

Le 2 février dernier, l'agenda de l'équipe de Martine Vassal affichait deux rendez-vous sur les planches : une visite au Badaboum de Laurence Janner et une exploration du théâtre Toursky de Richard Martin. Dans ce double état de lieu culturel, les élus ont pu toucher du doigt le poids crucial des subventions départementales dans la création artistique. Et le dévouement inchiffrable de leurs acteurs.

« Ce jour, pour la première fois, nous avons pu rencontrer toute l'équipe qui travaille au sujet de la culture autour de Mme Vassal et échanger in situ. C'est dans ces moments que les choses prennent vie, ça change complètement le regard », affirme Laurence Janner. Depuis 1989, son Badaboum initie les plus petits au cirque, à la danse et aux arts de la scène dans une impasse bariolée du Vieux-Port.

La mission pédagogique et artistique du Badaboum risquait pourtant d'être sapée, lorsque le propriétaire de la salle de spectacle attendant le théâtre a exprimé sa volonté de vendre le lieu. Il a fallu un prêt de 80 000 €, presque 35 000 € de fonds propres, une collecte participative à la hauteur de 24 000 € et l'aide des institutions pour boucler le financement total et acheter la salle. De son côté, le Conseil Départemental, comme la Ville de Marseille, s'est engagé à déployer 30 000 € pour pérenniser le fonctionnement du théâtre. « Mme Vassal a souhaité nous aider un peu plus que ce qui était prévu, car le montant initial était trop juste », précise Laurence Janner. « Elle a voulu voir la salle concernée et comprendre comment le financement se concrétisera pratiquement.



Martine Vassal a visité le Badaboum.

Elle était contente de redécouvrir les lieux, elle a eu des mots chaleureux. Et je crois que c'est essentiel, quand on est un responsable politique, de faire ces déplacements », commente Laurence Janner.

Les fonds, déjà partiellement versés à la signature du compromis du 3 avril, « vont solidifier la structure et l'équipe », qui compte 12 salariés permanents, 60 intermittents, quelque 390 enfants inscrits et plus de 1 000 impliqués dans les activités hors les murs du théâtre.

Le plus de spectateurs

Une autre épée de Damoclès pend sur la tête du Toursky : celle du déficit. Son coriace fondateur, Richard Martin, assume les difficultés financières de son impressionnant théâtre au cœur du troisième arrondissement, « le plus déshérité d'Europe ». Elles découlent d'un budget sécuritaire conséquent, de l'augmentation du personnel et de l'investissement lié à l'ouverture de l'Espace Léo Ferré, il y a trois ans.

A ce propos, Richard Martin ne cache pas son amertume : malgré les promesses électorales, aucune aide spécifique n'a été versée pour assurer le fonctionnement de la nouvelle salle. « On va fermer le théâtre pendant trois mois à la rentrée, pour

pouvoir retomber sur nos pattes », annonce le directeur du Toursky. « Mais l'aventure du Toursky n'est pas à remettre en question. Ni les programmations, car c'est grâce à son offre éclectique que le Toursky est le théâtre qui a le plus de spectateurs de toute la ville ! »

Fort du soutien de son public, Richard Martin « ne désespère pas d'espérer ». La rencontre avec Martine Vassal, pour la première fois au Toursky, semble être prometteuse de bonnes initiatives. « Sa visite a été réjouissante pour moi, parce qu'elle ne connaissait pas la maison et elle l'a découverte. Elle était étonnée », raconte Richard Martin. « Il y a eu un vrai contact entre nous, mais aucune conséquence pour l'instant. Peut-être que, après cette visite, il y aura une vraie conscience et que quelque chose pourra se passer ! »

Cette année, la subvention départementale destinée au Toursky risquait une coupe de 50 000 €. Finalement, le montant prévu a été respecté et « ils ont octroyé 10 000 € de plus », précise Richard Martin. Qui retrouvera les élus lors de la table ronde organisée par la DRAC, le 5 mai prochain. « J'attends des nouvelles heureuses. Ça tombe le jour de la fête de la Fraternité au Toursky, c'est de bon augure ! »

Chiara Forlani

UN ENGAGEMENT AU COEUR DE LA CITÉ

A.M.S.
ASSOCIATION MÉDIATION SOCIALE

Depuis 15 ans, l'Association de Médiation Sociale **AMS** est présente au cœur de la Cité. Son secteur de l'intervention sociale s'est aujourd'hui professionnalisé à travers l'organisation d'un code métier, d'une charte d'évaluation, et désormais, d'une norme. La mise en place d'un réseau national, dont l'association est un des membres fondateurs, favorise ce travail quotidien auprès des populations jeunes et moins jeunes.

L'expérience du personnel contribue à l'apaisement d'un climat social parfois tendu, en privilégiant l'écoute et le dialogue entre les populations.

En effet, les médiateurs apportent, par leur démarche "d'Aller vers", une réponse au besoin de dialogue et de communication des concitoyens, en leur permettant de mettre des mots sur les angoisses, la solitude, les difficultés liées au "vivre ensemble" et les comportements à risque des jeunes populations.

Conscient de l'importance que revêt le rôle de Médiateur Social, les services de l'Etat, les Collectivités et d'autres structures publiques, voire privées, sollicitent l'association pour l'ingénierie et la mise en place de divers dispositifs de médiation et de prévention.

L'association est présente aux abords de collèges, de lycées, dans les transports, dans certains bureaux de Poste, dans les services Urgences Adultes de l'Hôpital Nord, sur les espaces publics littoraux...

Au-delà de ces actions de médiation quotidiennes, l'association s'est engagée depuis sa création dans l'animation des territoires où elle intervient. Cela se traduit notamment par l'organisation d'une rencontre sportive citoyenne qui réunit chaque année, depuis 15 ans, au mois de Mai, plus de 200 personnes dont, au minimum, 150 collégiens issus de différents quartiers.



Les Médiateurs de Proximité des Collèges veillent à la Sécurité aux abords des établissements marseillais.

Cette manifestation "MEDIAFOOT" se déroule sur le domaine sportif de Fontainieu à Marseille. Elle permet aux collégiens de se rencontrer et d'échanger en dehors du cadre scolaire, en profitant de divers stands d'éducation citoyenne et de prévention animés par la RTM, les Marins Pompiers, et en partenariat avec le CD13, la Mairie du 15/16, l'Education Nationale, la Caisse d'Epargne, ...



MédiaFoot, près de 200 collégiens participent à ces journées sportives et citoyennes.

Enfin, l'association s'inscrit dans une démarche globale de réflexion sur l'évolution de la médiation sociale. Comme chaque année, depuis plus de 10 ans, profitant de sa présence sur La Foire Internationale de Marseille, l'association organise un grand colloque sur des thématiques diverses.

Cette année, l'association réunira ses partenaires internationaux dans le cadre du projet européen Erasmus+ "CreE.A." avec Promévil et Arlekin.

La Journée Européenne de la Médiation pour l'Inclusion Sociale se déroulera le 27 Septembre 2017 à partir de 10h, au Palais des Congrès du Parc Chanot - Foire Internationale de Marseille.



Pierre PEREZ, Directeur Général A.M.S.

CONTACTS :
43, avenue de la Viste
13015 MARSEILLE
Tél. : 04.91.09.82.48
www.ams-association.com



22
SEPT
02
OCT.



MONDIAL LA MARSEILLAISE A PÉTANQUE

56^{ÈME}
ÉDITION

2 - 7
JUILLET 2017
MARSEILLE

PARC BORELY
VIEUX-PORT

Partenaire principal



www.mondiallamarseillaiseapetanque.com

INSCRIPTIONS EN LIGNE

la Marseillaise



3

www.mondiallamarseillaiseapetanque.com